ISSN 0024-7650

Sécurité sociale :

élections ou pas, c'est l'État qui garde la haute main sur notre argent

p. 8

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 802 - 15 octobre 1983 - prix : 6 F

ISRAEL : l'État déclare la guerre au niveau de vie de la population

p. 7

Les affameurs n'attendent la reprise de leurs affaires que de la misère des peuples

M 6189 - 802 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Liban : la Syrie va-t-elle prendre le relais d'Israël contre l'OLP ?**
— **Irak : cinq colombes de la paix...**
Page 7 :
— **Israël : l'Etat part en guerre contre le niveau de vie de la population.**
Page 10 :
— **Chine : misère, corruption et répression ; Hong Kong et la Chine : anciennes concessions et nouvelles zones franches.**
Page 11 :
— **Tchad : un milliard pour la force d'intervention.**

En France

Page 4 :
— **En bref.**
Pages 8 et 9 :
— **Sécurité sociale : des élections qui inquiètent les syndicats qui ont un pied dans le gouvernement, mais qui ne changent rien pour les travailleurs.**
— **Enseignement : les jeunes de LEP de Rouen en lutte.**
Page 12 :
— **Citroën-Epinettes : trois jours de grève.**
— **Krasucki à la Thomson-Malakoff (92).**
Pages 13 et 14 :
— **Dans les entreprises : PTT : les mouvements dans les centres de tri ; Thomson-Bagneux ; Dassault-Saint-Cloud ; Coinderoux (Ivry) ; SKF.**
Page 15 :
— **Au Mans, 2 500 travailleurs manifestent contre le chômage.**
Page 20 :
— **Peugeot-Talbot : le gouvernement autorise 4 500 suppressions d'emploi et refuse 2 800 licenciements... pour l'instant.**
— **Le Barril a des fuites.**

Culture

Page 16 :
— **Livres : *Mon enfance en Allemagne nazie,* d'Ilse Koehn ; *Cherokee,* de J. Echenoz ; guide : *Paris, mon amour.***
Page 17 :
— **Spectacle : *Les 3 Jeanne,* aux Bouffes Parisiens.**
Pages 18 et 19 :
— **Films : *Vive la sociale ; Poussière d'empire ; Le joueur d'échecs.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

BRESIL

Des millions d'hommes menacés par la sécheresse et le capitalisme

Depuis cinq ans, la sécheresse sévit dans plusieurs régions du Brésil. Le journal *Libération* du mardi 11 octobre a publié un reportage sur l'Etat du Ceara, où la sécheresse atteint des proportions catastrophiques, menaçant 20 millions d'habitants. La population est condamnée à vivre, ou plutôt à survivre, dans des conditions dignes des camps de concentration.

Misère et sécheresse au Brésil : faire sa lessive deviendra-t-il un luxe ?

Les vétérinaires lui apprennent à distinguer les rats comestibles de deux qui ne le sont pas ; à manger les rats des champs et à délaisser les rats des villes, trop dangereux car porteurs de maladies. Mais ces animaux, rats, caméléons, serpents, se font de plus en plus rares. Quant au cheptel ou aux animaux d'élevage, ils ont déjà péri. Même les cactus crèvent, alors que ces végétaux sont adaptés à la sécheresse.

Des camions citernes approvisionnent épisodiquement les régions les plus touchées, là où les puits sont vides. Femmes et enfants amaigris font des dizaines de kilomètres pour remplir des bidons de fer blanc. L'eau peut se vendre très cher, ainsi que des produits de base comme le manioc, car certains commerçants ou propriétaires profitent de la situation.

Les victimes de la sécheresse ne se comptent plus. Suivant certaines estimations, la mortalité infantile atteindrait un taux énorme. Seuls trois enfants sur quatre parviendraient à survivre. D'ailleurs le gouvernement est incapable d'évaluer le nombre des morts dus à la sécheresse. Les statistiques officielles brésiliennes n'en font pas mention, car les morts de faim sont enregistrés avec la mention « mort naturelle ».

Le gouvernement brésilien a constitué des « fronts de travail », constitués par les chefs de famille les plus misérables. Voici ce que rapporte à ce propos une Brésilienne : *« Je me suis rendue à l'un de ces fronts de services et j'ai vu des hommes décharnés qui n'avaient pas mangé depuis quatre jours et que l'on obligeait à transporter une centaine de brouettes pleines de terre pendant une journée entière de travail ».* Pour ce travail, ils touchent l'équivalent de cent francs par mois, soit un peu plus du tiers du salaire minimum brésilien !

Dans ces conditions, c'est par milliers que les paysans affamés du Nordeste affluent dans la capitale de l'Etat, Fortazela, surnommée la « Copacabana du Nordeste ». La ville compte aujourd'hui deux millions d'habitants. C'est la cinquième ville du pays et bientôt... elle n'aura plus d'eau non plus.

Le secrétaire aux Travaux publics du gouvernement de l'Etat a en effet confirmé que le système d'approvisionnement en eau de la capitale, dont ne bénéficiaient d'ailleurs que 39 % des habitants, ne sera plus économiquement exploitable au 15 janvier 1984.

Et pendant ce temps, les riches pays occidentaux surveillent par satellite l'évolution de la sécheresse au Brésil, évaluent précisément à des kilomètres de distance l'amenuisement des réserves d'eau... Et pendant ce temps encore, le représentant des banques nord-américaines et européennes, le FMI, échafaude des plans pour recouvrer les dettes et les intérêts des dettes que doit rembourser l'Etat brésilien, conseillant fermement au gouvernement de pressurer encore un peu plus la population.

Samuel LATAN

COMMUNIQUÉ

Pour dénoncer la montée du racisme et du chauvinisme, contre les mesures et les campagnes anti-immigrés du gouvernement et de la droite, une manifestation est organisée à Paris le samedi 22 octobre, à 14 h 30, à Barbès, à l'appel de And Jef MRDN (Sénégal), ATT (Turquie), Comité Anti-raciste (Nanterre), Combat Communiste, Groupes Communistes Révolutionnaires, OCML Voie Prolétarienne, Permanences Anti-Expulsions (PAE), Ruptures pour le Communisme (RC), UTCL.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Les affameurs n'attendent la reprise de leurs affaires que de la misère des peuples

MERCREDI 12 octobre des millions de téléspectateurs ont pu voir au journal télévisé les images des émeutes de la faim dans la province du Nord-Est du Brésil. Et elles ont bouleversé tout le monde, ces femmes brésiliennes aux mêmes allures que les Européennes, qui hurlaient qu'elles n'étaient pas des voleuses, que ce n'était pas des vêtements qu'elles voulaient, mais qu'elles pillaient les supermarchés parce que leurs enfants allaient mourir. On nous l'a dit, on nous l'a montré, il y a une sècheresse terrible depuis cinq ans dans le Nord-Est du Brésil. Mais qui oserait dire que seule la sècheresse est en cause ?

Une semaine avant ces images, on nous a expliqué sur la même chaîne que le Fonds Monétaire International exigeait de l'Etat brésilien qu'il impose un nouveau plan d'austérité draconien à son peuple pour qu'il rembourse ses dettes aux banques occidentales. Mais nous venons de les voir, ces femmes, ces hommes, ces enfants affamés auprès de qui les usuriers de la planète exigent le remboursement de leurs mises.

Le plus révoltant, c'est que cela se passe dans un monde qui ne sait même plus comment écouler ses richesses, un monde où la rapacité des faiseurs d'affaires n'a jamais pu sortir leur système de la crise autrement qu'en précipitant les peuples dans la guerre mondiale.

Oh, des images atroces de famine dans le Tiers Monde, on en a vu bien souvent ces quinze dernières années sur le petit écran. On s'indignait, on avait honte, le temps que passent les images, et on les oubliait vite, avec l'égoïsme de gens rassasiés. On se disait que la prospérité n'était pas pour tout le monde, qu'elle était réservée aux pays industrialisés, que le Moyen Age pouvait rester Moyen Age, et que l'avenir reste à nous. Mais quel avenir ? Nous commençons à l'entrevoir depuis que les effets de la crise économique, qui a démarré lentement il y a dix ans, commencent à se faire sentir plus durement. Et aujourd'hui, ces images-là font réfléchir.

D'autant qu'il n'y a pas eu que les images du Brésil qui sont arrivées l'autre soir sur les écrans. Il y a eu aussi celles des Israéliens, ces Occidentaux du Moyen-Orient, ce peuple qu'on dit riche au milieu des peuples pauvres et qui se croyait protégé par son militarisme. La facture lui est arrivée brutalement par son propre gouvernement : on a imposé aux Israéliens l'augmentation de 50 % des produits de première nécessité, comme aux Polonais il y a trois ans. Et pourtant Israël fait partie du monde dit libre. Les salaires, eux, ne seront plus indexés sur l'inflation qui s'élève à 150 % par an ! Oui, des dizaines, des centaines de milliers d'Israéliens vont basculer dans la pauvreté.

Et ce n'est pas tout. Toujours le même soir, on a vu les images de la Belgique, toute proche : il y a 15 % de chômeurs en Belgique. Et ces hommes et ces femmes si semblables à ceux et celles d'ici, on les a vus contraints de pointer au chômage tous les jours, à des heures différentes, pour les empêcher de travailler au noir paraît-il ! Le gouvernement conservateur belge n'est pas à court d'idées pour prendre des mesures vexatoires contre la population. C'est sans doute qu'il a un an et demi d'avance sur le gouvernement français en matière d'austérité. Et c'est sans doute pourquoi Mitterrand est allé lui rendre visite en quête de conseils.

Alors, oui, les voilà les images de la crise mondiale qui nous arrivent au repas du soir comme le miroir de notre avenir plus ou moins proche. Et l'on aurait tort de se rassurer en comptant sur une reprise naturelle de l'économie. Certes, on nous dit qu'il y a quelques signes de reprise aux Etats-Unis et en Allemagne. Mais les prévisions des économistes ne vont pas plus loin que celles de la météo, et le chômage est capable d'augmenter plus vite en trois mois qu'il ne diminue en un an. Et une chose est sûre : la bourgeoisie impérialiste, elle, ne compte pas sur la météo économique pour la reprise de ses affaires. Elle ne compte que sur la force et la violence, sur ses porte-avions postés aux quatre coins du monde, sur ses militaires et ses polices, pour maintenir un système économique absurde et pressurer les peuples de la planète entière.

Alors, il reste aux travailleurs à montrer aussi leur force. Cette force que les travailleurs des pays riches ont eu le tort de laisser dormir en vingt ans de prospérité factice, mais une force qui est immense pour peu qu'ils en prennent conscience.

Arlette LAGUILLER

Fabius : le seul produit français dont la cote monte à Wall Street

C'est pour parler de la *« stratégie industrielle de la France »* que Fabius est monté mardi soir à la tribune de l'Assemblée. Fer de lance de cette stratégie, la *« filière électronique »* avec évidemment l'accord CGE-Thomson dont il est l'artisan. Et Fabius a cherché à enthousiasmer son auditoire en se fixant *« comme objectif d'être le troisième pôle électronique du monde »*.

Les mots ronflent plus que la réalité, car dans le domaine de l'électronique si les USA sont en tête avec 46 % de la production mondiale, suivis par le Japon avec 26 %, les autres sont l'Allemagne fédérale, la France et la Grande-Bretagne avec respectivement 8 %, 6 % et 5 % de la production. Gratter une place, rêve hypothétique de Fabius, signifie en fait être premier des petits.

Mais si les objectifs stratégiques du ministre de l'Industrie restent limités, son offensive de charme était tous azimuts. Envers les industriels en premier lieu, auxquels Fabius promettait d'*« aller rapidement vers la liberté totale des prix »* ; envers les cadres car *« l'industrie a absolument besoin de son encadrement, de gens qui se battent pour gagner la bataille industrielle »* ; envers les P-DG des entreprises nationalisées aussi qui doivent *« disposer de l'autonomie de gestion »*, sans oublier les petits patrons des PME dont il est *« résolu à jouer à fond la carte »*.

Le reste de la prestation était plus classique : un appel à l'union nationale au-dessus de barrières de classes par *« le refus de l'antisyndicalisme primaire, le refus aussi de l'antipatronalisme primaire »*, un appel à la compréhension des travailleurs car si *« le maître mot doit être "priorité à l'avenir"... cela signifie que malheureusement nous ne pourrons pas sauver tous les emplois »*.

« C'est dramatique... mais c'est inéluctable », a rajouté le ministre. Car derrière les mots ronflants, la « stratégie industrielle » du gouvernement ne peut être autre chose que des interventions au coup par coup pour boucher, à coups de subventions, les trous financiers des industries, des industriels privés qui demandent périodiquement des subsides sous menace de jeter quelques chômeurs de plus sur le pavé (et qui réduisent de toute façon leurs effectifs une fois les subventions touchées) et aussi des entreprises nationalisées qui sont depuis deux ans des gouffres sans fond.

Mais nul n'est prophète en son pays, et il a fallu que ce soit un journal financier américain, et non l'un des moindres, le *Wall Street Journal,* qui s'amourache du jeune ministre français. Fabius fait la Une du grand journal d'affaires d'outre-Atlantique, avec son portrait, le titre flatteur d'*« apôtre du pragmatisme »* et des louanges sur son libéralisme bon teint. Ah, que la bataille pour l'exportation serait aisée s'il s'agissait de vendre nos ministres !

Olivier BELIN

EN BREF...

L'armée au pas de l'austérité :

Tout pour la quincaillerie !

A en croire Charles Hernu, le ministre des Armées, le budget des militaires serait cette année particulièrement *« serré »*, voire même *« très rigoureux »*. Il ne s'élèvera, en effet, *« qu'à »* 158 milliards de francs, soit 6,6 % d'augmentation par rapport à 1983. Remarquons tout de même que ces 6,6 % représentent une augmentation supérieure à celle que Delors souhaite pour les prix en 1984... et surtout pour les salaires !

Pourtant, toutes les dépenses militaires ne seront pas affectées de la même façon. En effet, si l'augmentation des dépenses de fonctionnement ne sera que de 4,4 %, celle des crédits d'équipement prévus atteint 9,3 %.

Pas question en effet de réduire le budget de la force de frappe. L'état-major recevra des missiles M-4 à têtes multiples pour équiper les sous-marins nucléaires, 16 Mirage 2000 N (version nucléaire), quatre Transall, plus, dans le domaine « classique », douze Mirage 2000, un sous-marin nucléaire d'attaque, cinq chasseurs de mines, quinze hélicoptères de combat, trente batteries de 155 mm, 91 chars AMX-30 et 261 blindés VAB...

Les réductions budgétaires ne valent pas pour les commandes de Thomson, Matra ou Dassault.

Mais, pour parvenir à joindre les deux bouts de son budget, l'armée en serait réduite cette année à supprimer 8 900 emplois, comme un vulgaire trust de la sidérurgie ou de l'automobile. Une nouvelle qui, évidemment, inquiète bien des états-majors. Pourtant, selon *Le Canard enchaîné*, le lion britannique, confronté aux mêmes difficultés budgétaires que l'armée française, aurait trouvé une solution : remplacer un certain nombre de sentinelles par des mannequins. Il paraît que cela marche très bien. Dans le même ordre d'idées, on pourrait peut-être faire empailler Hernu et pas mal de généraux.

Après tout, pas plus que des sentinelles, la défense du pays n'en dépend ! Et puisqu'on choisit les équipements contre les hommes, pourquoi ne pas choisir parmi les hommes en commençant par ceux qui coûtent le plus cher et dont le monde peut se passer.

Ollé !

Charles Hernu vient d'être décoré de la grand-croix de l'ordre du Mérite militaire à ruban blanc. Après tout, pour un ministre des Armées, c'est normal. Mais la médaille est espagnole et c'est Juan Carlos, roi d'Espagne, qui la lui a attribuée.

Piètre hommage ! Car de l'autre côté des Pyrénées, la seule vraie récompense pour les braves, c'est la queue et les deux oreilles.

D'autant qu'Hernu le mériterait bien, lui qui n'a jamais eu peur de se mettre à genoux devant les vaches de l'état-major !

Entraînement à saute-poulet dans la police

L'entraînement des policiers, de nos jours, est très au point. On les entraîne dans les casernes en leur faisant jouer les « manifestants » qui rencontrent les « forces de l'ordre ».

C'est à ce genre d'exercice qu'avaient été conviés les élèves-gardiens de la paix au centre de formation de Fos-sur-Mer, le 10 juillet dernier. Les « forces de l'ordre » avaient dû affronter les « manifestants » dans la cour du centre : boulons contre gaz lacrymogènes. Jusque-là tout allait bien, le métier rentrait...

Et voilà qu'au dernier moment, l'envie vient aux instructeurs de lancer deux grenades offensives au milieu des rangs. Le métier est rentré très fort : cinq blessés graves. Depuis, trente stagiaires se plaignent d'une diminution notable de leur acuité auditive mettant en cause leur carrière dans la police. C'est peut-être la chance de leur vie.

Quant à l'instructeur, on pourrait peut-être le « bombarder » à la tête de la police nationale. Il a l'air de faire du bon boulot...

Votre cochon en porcelaine m'intéresse !

Les bambins fortunés vont désormais pouvoir placer leurs économies à la banque. Au CIC (Crédit Industriel et Commercial) en l'occurrence, puisque c'est lui qui vient de prendre cette initiative en créant un compte destiné aux 13-18 ans. Ce compte comprendra deux volets : un compte « épargne » et un compte « électronique » accessible par l'intermédiaire d'une carte « MOA », bien entendu avec autorisation parentale.

Une entrée en apprentissage pour futurs clients du CIC, en quelque sorte.

« Et moa et moa et moa », doit se dire le Crédit Lyonnais — qui pourrait préparer, simple suggestion, une OPA sur les petits cochons des moins de 10 ans...

Dollar : produire français ?

Deux ateliers de faux monnayeurs, l'un à Marseille et l'autre à Nice, ont été découverts la semaine dernière. Mais les faux monnayeurs ne sont pas plus bêtes que les autres. Tant qu'à fabriquer de la fausse monnaie, autant fabriquer la plus demandée. C'est ainsi que 500 000 faux dollars ont été découverts dans chacun des ateliers clandestins. La Banque de France en serait très alarmée. Monnaie de singe ? Sans doute. Mais après tout, guère plus que les vrais dollars.

La différence c'est que le « made in France » inspire moins confiance que le « made in USA ». Et il faut croire que, même dans la contrefaçon, le « produire français » est moins performant, puisque les dollars marseillais et niçois se sont fait repérer...

Des piétons sans avocats ?

On comptait jusqu'ici en France chaque année environ 120 000 piétons victimes d'accidents de la circulation ne touchant aucune indemnité. La juridiction française (moins favorable aux piétons que dans les autres pays d'Europe) consacre de fait le droit du plus fort dans le domaine de la circulation automobile. C'est que la notion de bon droit n'égalise pas la situation du piéton et de l'automobiliste, surtout quand ils se rencontrent ! Il serait assez logique que le plus blindé des deux ait plus de devoirs d'attention et de sollicitude que l'autre. La moindre des choses en tout cas est de renforcer la protection juridique du plus vulnérable, même si le droit égal pour tous, mais néanmoins injuste, en prend un petit coup.

Et le projet de loi déposé par le garde des Sceaux, Robert Badinter, qui propose l'indemnisation automatique du piéton, qu'il soit dans son droit ou dans son tort, est une simple question de bon sens.

Et finalement, comme chaque Français moyen passe facilement de l'état d'automobiliste à celui de piéton, on n'a pas vu cette fois de lobby fort de son bon droit s'élever ouvertement contre une mesure « irresponsable » de la gauche. Enfin presque. Il y a quand même eu l'opposition de certains avocats. Une conférence des bâtonniers s'est réunie pour fustiger le projet. Un professeur de la faculté de Droit de Paris VII s'est indigné : *« Le bouc émissaire désigné dans cette loi, c'est le conducteur. (...) Qui indemnisera l'automobiliste victime d'un ivrogne qui zigzaguera sur la route ? »*. A vrai dire, le professeur s'en fiche certainement. La vraie question est que jusqu'à présent les accidentés-piétons qui voulaient être indemnisés devaient porter leur litige devant la justice et se faire aider par un avocat. Voilà donc les avocats qui crient qu'on leur enlève le pain de la bouche dès qu'on parle de rendre l'indemnisation automatique. On leur a déjà peu ou prou diminué une source de revenu avec la loi qui facilite le divorce par accord mutuel... Pitié pour eux.

Dans cette photo se cache un piéton. Cherchez-le. Si, en même temps, vous trouvez l'avocat qui se cache derrière, vous avez gagné !

Il reste les assurances. Moins bavardes et plus armées que les avocats, elles ont pris leurs précautions, c'est le moins que l'on puisse dire : leurs tarifs de janvier 1983 tenaient déjà compte de ce futur projet ! Mais elles ne désespèrent pas d'en obtenir plus du gouvernement, puisqu'il paraît que les augmentations des tarifs d'assurances ne sont pas prises en compte dans les calculs de l'indice INSEE de l'augmentation des prix !

Voilà en tout cas de quoi mettre d'accord piétons et automobilistes. En tant qu'assurés, ils seront tous victimes !

Samuel LATAN

Les nationalisations alimentent les critiques de la droite et les comptes en banque des capitalistes

A la veille du débat parlementaire sur l'industrie, les représentants de la droite et les milieux patronaux s'en sont pris, une fois de plus, à ce qu'ils appellent le « gouffre des nationalisées » et à la gestion économique de la gauche.

Les hommes politiques de la droite sont bien trop heureux d'avoir trouvé là une nouvelle occasion de critiquer sans risque la politique gouvernementale. D'autant qu'en parlant plus ou moins précisément de « dénationaliser » comme l'ont fait aussi bien Barre que Giscard et Chirac, ils ouvrent peut-être la possibilité — quand la droite sera de retour aux affaires — de rendre pour un prix intéressant ces entreprises, rénovées et remises à flot par la gauche, à leurs anciens propriétaires.

Le procédé n'aurait d'ailleurs rien de bien original : outre-Manche la bourgeoisie a rôdé ce système depuis déjà longtemps. Chaque fois qu'un gouvernement travailliste entre en charge il offre ainsi, en procédant à quelques nationalisations, une cure de jouvence aux frais non pas de la princesse mais du contribuable, à des secteurs de l'économie que son successeur conservateur s'arrange ensuite pour restituer au domaine privé.

En fait, malgré le bruit fait par la droite actuellement autour des nationalisations, celles-ci ont été une bonne affaire pour les capitalistes.

Rien n'a vraiment changé non plus au plan des subventions qu'engloutissent les nationalisées et qui font pousser des hauts cris à la droite. Si, effectivement ces entreprises ne fonctionnent actuellement que grâce aux aides de l'Etat (1 milliard pour Renault en 1983, plus de 2 milliards pour Péchiney, 7 milliards pour la sidérurgie...), la situation n'était guère différente avant 1981 pour ces entreprises, qu'elles aient été alors nationalisées ou bien privées (que l'on se souvienne des 50 milliards versés par l'Etat à la sidérurgie privée !) Comme par le passé, directement ou non, les aides de l'Etat finissent toujours par atterrir dans les coffres des possédants.

Des coffres que les nationalisations de 1981 ont d'ailleurs, et immédiatement, considérablement remplis. Les actionnaires des secteurs économiques les plus mal en point ont ainsi pu s'en débarrasser à bon compte en trouvant un acheteur inespéré et pas regardant à la dépense en la personne de l'Etat. Les propriétaires d'entreprises prospères comme Dassault ou Thomson, eux, ont pu avec la bénédiction du nouvel actionnaire principal, l'Etat, réorganiser leurs groupes de telle façon que si les maisons-mères (nationalisées) devenaient déficitaires, les filiales (privées le plus souvent) concentraient sur elles les bénéfices dégagés par les commandes publiques. Dassault, par exemple, continue à percevoir des dividendes sur les avions produits dans ses anciennes usines tout simplement parce qu'il est resté propriétaire, entre autres, des brevets de fabrication !

Les anciens actionnaires des entreprises actuellement nationalisées, en cédant leurs titres à l'Etat, ont d'ailleurs réalisé une excellente opération financière. Dans la plupart des cas, la valeur de leurs actions a été systématiquement surestimée (dans une proportion qui va de 10 à 100 % selon le journal *Libération*).

A la place de leurs actions, les anciens propriétaires ont touché des obligations, garanties par l'Etat, leur assurant pour les quinze ans à venir une rente de 16 % l'an, largement plus élevée que ce que leur rapportaient leurs entreprises quand ils en étaient actionnaires. En 1983, le remboursement des actionnaires nationalisés a coûté 7 milliards aux contribuables et cela continuera de la sorte pendant de nombreuses années encore. ***M.R.***

ITALIE

POUZZOLES, UNE VILLE MENACÉE PAR LES SÉISMES :

Imprévoyance et mépris pour la population

Pouzzoles est un port de la banlieue de Naples, en Italie. Il y a peu encore la ville comptait 75 000 habitants. Aujourd'hui, elle se vide. A la fin de la semaine il ne devrait rester qu'un peu plus de 20 000 personnes.

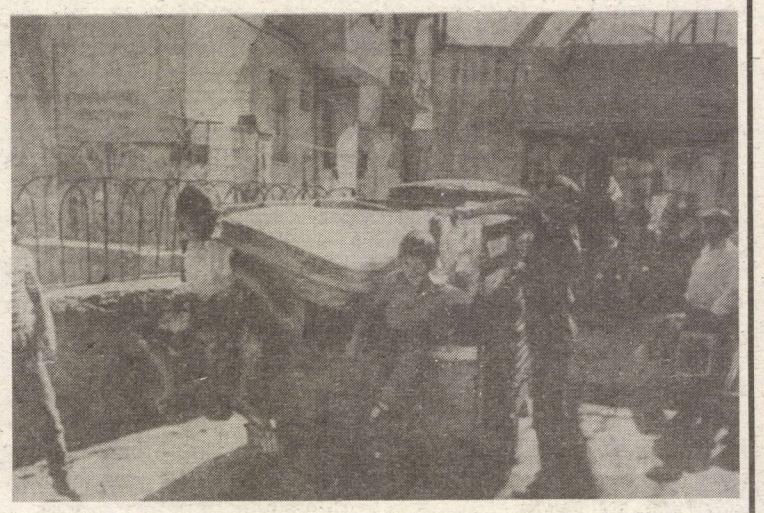
Cela fait plus d'un an que Pouzzoles est secoué par des tremblements de terre répétés. Le sol s'y est soulevé de plus de 80 centimètres, lézardant les immeubles et les routes. Depuis une semaine les mouvements s'accélèrent. La terre se soulève aujourd'hui de quatre millimètres par jour. Les vulcanologues sont de plus en plus inquiets. Tous pensent que les mouvements telluriques risquent de continuer, voire de s'aggraver. Dans ces conditions, déclarait le maire adjoint de Pouzzoles « *les vieux immeubles de craie du bourg médiéval ne tiendront pas le coup. Il n'y a pas d'autre solution face à un tel risque que de décider l'évacuation.* »

Mais ce n'est qu'après la secousse du 4 octobre dernier, et alors que près d'un habitant sur cinq — parmi les plus fortunés — avait déjà spontanément abandonné la ville, que le ministre de la Protection civile a donné son accord pour l'évacuation totale du centre.

L'exode se fait aujourd'hui dans la confusion, presque la panique. Ceux qui ne voulaient ni ne pouvaient partir, ceux qui craignaient de perdre leur travail ou de se retrouver à la rue sont obligés maintenant, par centaines, par milliers, de déménager. Mais pour aller où ? Pour faire quoi ?

Des camps de toile sont installés à la hâte sur le bord de mer mais les tentes qui avaient servi à abriter les réfugiés, lors du tremblement de terre de novembre 1980 qui dévasta l'arrière-pays napolitain, sont perdues. Il faut en faire venir de nouvelles, et c'est long...

Les autorités ont bien pris des décrets de réquisition pour les appartements vides de la région. Le ministre a bien haussé le ton, menacé de faire intervenir l'armée et les carabiniers pour « *mettre à l'abri les sinistrés, l'intérêt privé* (devant) *se plier à celui de la communauté* ». Mais ce ne sont là pour l'instant que des mots. Les propriétaires romains ou napolitains accourent pour occuper leurs résidences secondaires, d'autres laissent les lumières allumées afin de faire croire que leurs appartements sont occupés. On a même vu des protestations dans les rues des stations de villégiatures contre « *les réfugiés installés en 1980* (qui) *avaient laissé les lieux dans des conditions épouvantables* » (dixit le maire de Scauri, une des villes balnéaires proche de Pouzzoles). Et pour l'instant les autorités reculent devant les cris de tous les fortunés, se contentant d'apposer des affiches annonçant que des allocations de 1 150 à 1 750 F par mois seront fournies aux familles qui trouveront elles-mêmes un logement. Seuls trois cents appartements ont à ce jour été fournis aux réfugiés alors qu'ils sont des milliers à attendre.



La situation dans laquelle se trouvent aujourd'hui les habitants de Pouzzoles était pourtant prévisible... depuis des mois. Mais rien n'a été fait, aucune mesure n'a été prise. Simplement, aujourd'hui, alors que des foules ne savent pas où aller, le gouvernement décide de construire une nouvelle ville à trois kilomètres dans les terres. Le coût du projet : 1,5 milliard de francs. Tout juste un peu plus que le prix de l'intervention française au Tchad ! Et encore, on se demande si cette annonce n'a pas été faite simplement pour calmer les esprits car pour l'instant, rien n'a encore été entrepris. Les promoteurs contactés se sont même déclarés réservés sur le projet, mettant comme condition à sa réalisation que toutes les maisons invendues soient rachetées par l'Etat.

Pendant ce temps la mairie de Pouzzoles est envahie jour et nuit par une foule de sinistrés qui réclament des subsides ou un logement ; pendant ce temps des camions, des voitures où sont entassés pêle-mêle des matelas, des meubles, des effets personnels quittent la ville...

Georges LATTIER

LIBAN

La Syrie va-t-elle prendre le relais d'Israël contre l'OLP ?

Bien que le gouvernement syrien ait démenti, samedi 8 octobre, vouloir s'en prendre aux forces palestiniennes stationnées au Nord-Liban, dans la région de Tripoli, les dernières positions contrôlées par l'OLP semblent pourtant menacées, au point que certains, dans le camp palestinien, s'attendent à *« une opération militaire de grande envergure »*.

L'armée syrienne a en effet rassemblé, face aux camps palestiniens, une douzaine de milliers d'hommes, soit le double de ce qu'il reste à l'OLP de combattants, ne laissant à ces derniers d'autre issue que la mer — où patrouille la marine israélienne.

La Syrie va-t-elle au Liban parachever la destruction de la Résistance palestinienne entreprise par Israël durant l'été 1982 ? Ce serait en fait dans la logique de la politique menée par Damas depuis son intervention en 1976.

En janvier 1976, au cours de la guerre civile opposant les Phalanges chrétiennes aux Palestiniens alliés à la gauche libanaise, la Syrie était intervenue une première fois, par voie diplomatique, pour imposer un cessez-le-feu à un moment où les Phalangistes perdaient du terrain. Six mois plus tard, les armées syriennes pénétraient dans le pays, se rangeant de fait aux côtés de la droite chrétienne et permettant à celle-ci d'infliger défaite sur défaite aux Palestiniens, jusqu'à la chute du camp de Tell-El-Zaatar, le 12 août, après 52 jours de siège. Depuis, la Syrie s'est installée dans l'est du pays, chassant de la plaine de la Bekaa les Palestiniens proches de l'OLP qu'elle ne parvenait pas à contrôler.

C'est que la politique de la Syrie se borne en fait à la défense de ses intérêts d'Etat national et à la recherche d'un compromis avec l'impérialisme. Les dirigeants syriens veulent obtenir la restitution du Golan occupé par Israël depuis 1967. Ils ont également des revendications territoriales au Liban puisque l'Etat libanais a été créé par le colonialisme français pour faire pièce au nationalisme arabe, essentiellement aux dépens de la Syrie. Et le gouvernement syrien espère, par la pression militaire qu'il exerce, obtenir au Liban le maintien d'un pouvoir politique et d'un Etat qui ne lui soient pas hostiles.

Pour faire valoir ses objectifs la Syrie compte évidemment sur sa présence militaire, sur l'appui qu'elle peut trouver chez les Druzes, les chrétiens du Nord-Liban, les sunnites de Tripoli ainsi que sur les organisations palestiniennes pro-syriennes, mais elle compte aussi sur un soutien ou une neutralité bienveillante que pourrait lui apporter l'impérialisme.

Et c'est justement cette volonté de compromis avec l'impérialisme ; cette volonté de démontrer qu'elle peut être un facteur d'ordre, qui pousse la Syrie à tenter de neutraliser et de mettre sous son contrôle tout le mouvement palestinien, quitte à massacrer les Palestiniens qui ne s'y soumettraient pas.

Marianne LAMIRAL

Arafat en visite dans l'un des rares camps palestiniens que la Syrie n'a pas encore forcé à disparaître du Nord-Liban. **(AFP)**

CINQ COLOMBES DE LA PAIX SUR L'IRAK

La politique du gouvernement de gauche n'est jamais comprise. On livre (ou on vend ou on prête...) cinq Super-Etendard à l'Irak, et une vague de soupçons et de questions sarcastiques s'abat sur le gouvernement. Le *Daily Mail,* journal anglais, est allé jusqu'à écrire que *« si une nation mérite la vieille qualification de gauche de "marchand de mort", c'est bien la France »*.

Marchand de mort ? Qu'est-ce qu'on va chercher ! La France n'entend aider que *« ce belligérant qui accepte la paix »*, a déclaré Pierre Mauroy le 6 octobre, et Claude Cheysson, le dimanche 9 octobre, le regard plus pacifiste que jamais, a renchéri : *« Pourquoi la communauté internationale ne déciderait-elle pas que toute opération militaire doit être interrompue, interdite sur les eaux et dans les ports du Golfe ? (...) Cela rendrait ces menaces vaines, les armements accumulés pour cela, inutiles. C'est une idée qui mérite d'être fouillée et que j'espère voir émerger prochainement. »*

Si on fouille l'idée, on finit par comprendre que pour Cheysson, la paix, c'est l'accumulation d'armements... inutiles. Et vous comprendrez alors pourquoi la France n'est pas un marchand de mort, mais un marchand de paix ; Dassault, Matra, Thomson, des fabricants de paix, et Cheysson et Mauroy des démarcheurs de paix.

Le drame, c'est que les marchands sont toujours mal vus et la crise économique aidant, le cours de la paix baisse, baisse... Et voilà que, malgré nos Exocet qui ont fait merveille aux Malouines et nos Etendard de la paix sur l'Irak, plus rien n'impressionne plus personne et nos ventes d'armes à l'étranger ont baissé de 27 % cette année ! Quels prêts supplémentaires, quels cadeaux, quels bijoux pacifiques n'offrirait-on pas aux Irakiens pour qu'ils frappent un grand coup, histoire de montrer à la face du monde que l'accumulation d'armements français n'est pas si inutile que cela.

Enfin tout de même, il y a les Iraniens pour sauver la face pacifiste de la France. Eux, ils ont fait comme s'ils y croyaient, aux armements français. L'ayatollah Khalkhali, les yeux et les oreilles de l'ayatollah Khomeiny dit-on, n'a pas eu de mots assez durs contre Mitterrand, le super-gardien de la paix mondiale : *« Nous allons montrer que sa place est dans une île, car il mourra où Napoléon est mort »*. Mitterrand a dû être soulagé et prendre la position devant le miroir. Enfin quelqu'un qui croit à la stratégie mondiale de la France et qui ne rabaisse pas les ventes d'armes à ce qu'elles sont. Comme dirait Cheysson, l'islamisme est une idée qui mériterait d'être fouillée...

D'autant que côté affaires, l'affaire des Etendard a déjà fait des dégâts ! D'après *Le Canard enchaîné,* les spéculateurs, craignant la fermeture du Golfe Persique par les Iraniens, ont tout misé sur les gisements britanniques en mer du Nord et ont acheté de la livre sterling en pagaille. Coup dur pour le franc. Pire, les actions des sociétés pétrolières exploitant des gisements aux Etats-Unis sont apparues comme des valeurs refuges et leurs cours ont grimpé, comme ceux des entreprises américaines vendant des matériels électroniques militaires. Coup dur pour Dassault et Thomson.

Il reste quand même des héros dans l'histoire : le ministère des Affaires étrangères, toujours selon *Le Canard enchaîné,* a averti ses ambassadeurs que les Iraniens pourraient faire payer ce message de la paix de Mitterrand au Moyen-Orient par des attentats contre nos diplomates à l'étranger. Qu'ils se consolent, cela fera un créneau pour la fabrication française de gilets pare-balles...

M.L.

Canons en solde

Rien ne va plus sur le marché mondial : nos Mirage 2 000, nos Exocet malouins, notre impressionnant char AMX 30 et son canon de 105, son petit frère léger, l'AMX 10, plus facilement plaçable sur le marché des guerres localisées... bref les plus belles créations du génie inventif français (40 % de l'effort public de recherche y est consacré) risquent de rester sur le pavé.

En effet les ventes françaises d'armement ont baissé cette année de 27 %, tombant de 26,4 milliards de francs au premier semestre 1982 à seulement 19,2 milliards au premier semestre 1983. C'est la nouvelle que Charles Hernu a eu la tristesse d'annoncer, cette semaine, devant les députés de la Commission de la défense de l'Assemblée. Pourtant notre ministre n'a cessé de sillonner la planète avec ses prospectus, ses offres de crédit, ses propositions de service après-vente.

Seul succès pour lui : il avait décidé l'an dernier de chercher à diversifier la clientèle pour que les constructeurs d'armes françaises ne soient pas trop dépendants du marché du Proche-Orient. La part de la clientèle proche-orientale et maghrébine dans les ventes d'armes de la France est bien passée de 83 % du marché l'an dernier à 62,5 % cette année, notamment au profit de la clientèle d'Amérique latine et des Caraïbes ; mais cela est plus dû à la baisse des ventes au Moyen-Orient qu'à leur progression ailleurs, mis à part un brillant succès commercial au Pérou, puisque la France a décidé de maintenir la vente des 24 Mirage 2 000 prévue, bien que ce pays ait annoncé qu'à cause de ses difficultés financières, il suspendait son payement.

C'est que le marché des armes subit, comme tous les autres, les contrecoups de la crise, et la baisse des ventes françaises est surtout due à la diminution des ressources financières des pays producteurs de pétrole, nos meilleurs clients.

Mais comme il serait dommage de laisser péricliter une aussi belle industrie, si plus personne ne veut de ses armes, l'Etat français aura toujours la ressource de les consommer lui-même, au Tchad, au Liban ou ailleurs. Hernu n'est pas seulement le premier représentant de commerce du pays mais il est aussi ministre des Armées, que diable !

O.B.

ISRAEL

L'Etat part en guerre contre le niveau de vie de la population

C'est dans une atmosphère de panique financière que le gouvernement d'Itzahak Shamir (qui succède à Begin comme Premier ministre) a été investi par le Parlement israélien, la Knesset. Depuis quelques jours, des bruits couraient que le gouvernement procéderait à une nouvelle dévaluation. Et cela avait déclenché, chez ceux des Israéliens qui ont les moyens de spéculer une véritable ruée sur les placements en devises étrangères, et notamment sur le dollar. A tel point qu'en un jour ou deux, la plupart des banques s'étaient trouvées dans l'incapacité de répondre aux demandes en devises de leur clientèle et avaient dû fermer les bureaux de change.

Le gouvernement a réagi par des mesures spectaculaires, plaçant des policiers devant certaines succursales bancaires et, surtout, faisant fermer pour plusieurs jours la Bourse de Tel Aviv, le « casino national», comme on l'appelle là-bas.

UN PLAN D'AUSTERITE DRACONIEN

Dans le même temps, le gouvernement Shamir (confirmant ainsi les craintes des spéculateurs) annonçait un train de mesures d'austérité sans précédent. La monnaie nationale, le shekel, était dévaluée d'un seul coup de 23 %, ce qui aura pour effet de renchérir automatiquement d'autant (au moins) la quasi-totalité des produits et marchandises, puisque la plupart d'entre eux sont importés et non pas fabriqués en Israël même. Certains produits de consommation courante (pain, lait, œufs), qui étaient jusqu'à présent subventionnés, augmentent eux de 50 %. Parallèlement, et alors que les prix vont flamber, le gouvernement suspendait *sine die* la prime de vie chère qui permettait jusqu'à maintenant aux salaires et pensions de suivre en partie l'inflation.

Sachant que cette inflation atteint actuellement, un rythme annuel de 150 %, on ne peut que constater la volonté du gouvernement israélien de procéder à des coupes sombres dans le niveau de vie de toute la population, et plus particulièrement dans les moyens d'existence des travailleurs, puisque les salaires sont bloqués de fait.

LE PRIX DU MILITARISME

Jusqu'à présent, le gouvernement israélien (celui-ci est le même que le précédent, moins Begin) avait plutôt mené une politique de « laisser-faire » économique et financier. L'inflation ne cessait d'augmenter (131 % l'an dernier, 150 % cette année) mais la petite-bourgeoisie profitait même franchement de la situation, par le jeu d'un relèvement permanent et souvent anticipé des prix dans les boutiques. Ces dernières années, l'inflation avait donc contribué à développer artificiellement la consommation et le pouvoir d'achat des classes moyennes, Israël détenant par exemple le record mondial du nombre de télévisions couleur et de magnétoscopes par foyer.

En fait, cette relative prospérité ne reposait que sur une inflation débridée et constituait en quelque sorte la contrepartie de l'effort de guerre demandé en permanence à la population, effort accru encore par l'intervention au Liban. Seulement, cet effort de guerre alimentant sans cesse l'inflation en créant des dépenses improductives croissantes (la guerre au Liban coûte un million de dollars par jour), c'est toute l'économie et la société israéliennes qui se trouvaient prises dans une spirale sans fin.

Enterrement d'un soldat israélien au Liban : la population juive d'Israël n'en finit plus de payer (de multiples façons) la politique guerrière de ses dirigeants.

Apparemment, les couches dirigeantes d'Israël (et sans doute leurs bailleurs de fonds et soutiens militaires américains) ont estimé venu le moment de présenter à la population la note de cette politique guerrière. Une note particulièrement lourde, si l'on songe que la dette extérieure israélienne se monte à 24 milliards de dollars, ce qui confère au citoyen israélien le record mondial de l'endettement, dépassant 4 millions de centimes par habitant.

DES SACRIFICES ACCRUS

La politique guerrière de ses gouvernants, la population israélienne la payait pourtant déjà chèrement, et cela depuis des années. Par la mort de nombreux soldats : plus d'un millier d'entre eux (ce qui est énorme dans un pays de trois millions d'habitants) sont tombés au Liban en un peu plus d'un an. Mais aussi par la vie quotidienne de ces citoyens perpétuellement en armes que sont les hommes et les femmes de ce pays. En temps « normal » (si l'on peut dire) les jeunes hommes font déjà trois ans de service militaire et les filles deux ans, les hommes devant en outre, chaque année pendant trente ans, effectuer une période d'un mois sous les drapeaux. Mais en 1983, du fait de la guerre puis de l'occupation du Liban, ce n'est pas un mais trois mois que tous les hommes adultes du pays ont dû passer à l'armée, avec tous les risques que cela comporte (sans même parler de la désorganisation de l'économie et de la production qui s'en est suivie).

Soldats en armes patrouillant à Jérusalem-Est : un aspect quotidien de la militarisation de la vie de millions de gens.

Eh bien, non seulement rien de tout cela ne va changer mais, comme vient de l'annoncer Shamir à la Knesset, au fardeau de la guerre proprement dite le gouvernement compte ajouter celui de difficultés accrues dans l'existence quotidienne de la population. Déclarant que « *ces mesures nécessiteront un effort de tous* » et « *le niveau de vie s'en ressentira* », il a été on ne peut plus clair. Surtout qu'il a ajouté que, si les dépenses publiques allaient diminuer, il n'était pas question de toucher réellement aux dépenses militaires ni de suspendre la ruineuse politique de colonisation des territoires occupés. Cette colonisation, qualifiée de « *sacrée* » et de « *vitale* » par Shamir, outre le fait qu'elle dresse les habitants arabes de Cisjordanie contre des Israéliens qui viennent leur prendre leurs terres, coûte énormément au pays. En effet ce sont des villes entières que, pour complaire aux ultra-religieux du Goush Emounin (Le Bloc de la Foi), le gouvernement doit construire, équiper et faire garder par l'armée. Sans parler du fait que les logements des colonies sont donnés pour quasiment rien à leurs occupants, ce qui reste le moyen le plus sûr — mais évidemment fort coûteux — trouvé par le gouvernement pour inciter des gens à aller s'installer dans les territoires occupés.

Jusqu'à présent, les gouvernants israéliens avaient essayé de faire que les principales victimes de leur expansionnisme soient les peuples arabes voisins, et en premier lieu les Palestiniens.

Mais aujourd'hui, dans un pays où les dépenses militaires engloutissent officiellement un cinquième du budget de l'Etat (et sans doute plus réellement), la crise israélienne, aggravée encore par celle de l'économie mondiale, est si profonde que les gouvernants israéliens ne peuvent plus maintenir la fiction d'un Etat sioniste défendant les intérêts matériels de la population israélienne.

J.F.

Au pays de l'inflation galopante

La presse française a présenté, ces derniers jours, Israël comme un pays où, avant les mesures décidées par Shamir, la population aurait bénéficié d'un niveau de vie confortable et où le sport national aurait été de jouer au « casino » boursier.

Cette image d'Israël est pour le moins tendancieuse. Ce ne sont pas n'importe quels Israéliens (ils sont 600 000, paraît-il) qui ont les moyens de jouer en Bourse et qui ont pu, pendant des années, profiter de l'inflation. Certes, les commerçants pouvaient facilement indexer leurs revenus au jour le jour : il leur suffisait pour cela de changer souvent leurs prix. Le gouvernement Begin ayant supprimé tout contrôle des prix, dans certaines boutiques (les cafés et restaurants, notamment) les prix n'étaient même plus affichés du tout ces derniers temps, certains commerçants les changeant quotidiennement, s'alignant en cela sur les banques dont les taux de change du shekel par rapport au dollar (et aux autres devises) étaient réévalués à la hausse chaque jour. La défiance de la petite bourgeoisie vis-à-vis de la monnaie israélienne avait atteint un degré tel qu'il n'était pas rare de voir des boutiques affichant carrément les prix en dollars.

Pour les salariés, la situation était bien différente. Alors que cet été, par exemple, on pouvait constater que les prix israéliens égalaient et souvent dépassaient les prix français (à produits comparables), l'équivalent du SMIC atteignait à peine là-bas 2000 F, les salaires étant en général inférieurs d'un tiers environ aux salaires français. Avec de telles payes, les travailleurs israéliens les plus démunis (pour ne rien dire des Palestiniens de Cisjordanie) constituaient souvent leur ordinaire de ces produits alimentaires subventionnés que Shamir vient d'augmenter de 50 %

Quant à cette échelle mobile des revenus (que l'on appelle là-bas « prime de vie chère » et que Shamir vient de suspendre), elle ne protégeait qu'incomplètement et avec retard les salariés. En effet l'indexation des salaires et pensions ne prenait en compte que 80 % de l'augmentation des prix, l'ajustement de la paye ne s'effectuant d'ailleurs que tous les deux ou trois mois (ce qui représente un important manque-à-gagner lorsque l'inflation mensuelle tourne autour de 10 %). On avait d'ailleurs assisté, ces derniers mois, à des grèves dans les transports et chez le personnel médical pour protester contre le fait que les ajustements de salaires tardaient à venir.

P.L.

Des élections qui inquiètent les syndicats qui ont un pied dans le gouvernement, mais qui ne changent rien pour les travailleurs

● **« *La Sécurité sociale n'est pas l'Assemblée* » déclarait Edmond Maire dans le journal *Le Matin* du 10 octobre, et le secrétaire général de la CFDT reprochait à la droite de vouloir « politiser » les élections du 19 octobre, en faisant du vote pour FO, la CFTC ou la CGC une arme « *dans son combat contre le gouvernement, qui n'est pas l'enjeu de ces élections* ».**

Mais y a-t-il un enjeu dans ces élections ? Pour les travailleurs, visiblement pas, quoi qu'en disent les syndicats, qui pilonnent depuis quelques semaines pour attirer les assurés sociaux aux urnes. « *L'avenir de la protection sociale dépendra du poids de la CGT* », titrait l'article de Krasucki dans *L'Humanité* du 12 octobre. Les élections permettront de « *revigorer la Sécurité sociale* », prétend la CFDT. Et FO demande aux électeurs de lui donner « *l'autorité dont elle aura besoin pour défendre la Sécurité sociale* ». Mais ces conseils d'administration que l'on nous appelle à élire n'ont aucun pouvoir réel sur ce que l'Etat décide de faire de l'argent des assurés. Et en quoi le fait d'avoir « *renoué avec la tradition* » qui a présidé à la création de la Sécurité sociale en revenant à l'élection de conseils d'administration (supprimée par De Gaulle en 1967) serait-elle un « acquis » pour les travailleurs ? Le fait d'être élus, au lieu d'être simplement nommés par leurs confédérations syndicales respectives comme avant, ne va pas rendre les administrateurs syndicaux plus contestataires, eux qui n'ont rien dit quand le gouvernement décrétait il y a un an d'augmenter de 1 % les cotisations de Sécurité sociale, d'instituer un forfait hospitalier, de supprimer le remboursement ou d'en diminuer le taux pour 1 200 médicaments.

Il y a quelques mois encore, il n'y avait donc dans un premier temps que les appareils syndicaux pour voir un enjeu dans ces élections : d'abord parce qu'il y a plusieurs milliers de postes à se partager ; ensuite parce que ces élections leur donnent l'occasion de mesurer leur influence respective. Et la CFDT en particulier espérait probablement y gagner des voix face à la CGT.

Mais l'expérience des élections municipales aidant, la droite politique a commencé à trouver elle aussi qu'elle pouvait tirer de ce scrutin quelque intérêt. Du coup, même le CNPF, qui il y a un an, au moment où le gouvernement rétablissait le principe des élections des conseils d'administration, criait que ces élections allaient coûter au patronat neuf milliards en heures de travail perdues par les salariés allant voter, a baissé ses chiffres. Il ne parle plus que de deux milliards... puis d'un milliard... Une bagatelle, quoi ! Et depuis que la droite, Chirac en tête, a affirmé son espoir de voir FO et la CGC faire de beaux scores, Yvon Chotard, au nom du CNPF, insiste auprès des petits patrons pour qu'ils donnent à leurs employés le maximum de facilités pour aller voter.

Alors CGT et CFDT s'inquiètent : elles craignent de payer elles aussi sur le plan électoral (comme le font PC et PS dans les municipales qui se succèdent) la déception qu'a suscitée dans leur propre base la politique d'austérité du gouvernement.

La CGT et la CFDT, qui sont liées au gouvernement, craignent pour leurs postes. Mais, qu'elles les gardent ou qu'elles les perdent, qu'est-ce que cela changera pour les assurés sociaux ? SI le gouvernement décide des économies supplémentaires, de réduire par exemple le remboursement des « petits risques » (il serait question de ne plus rembourser à 100 % certaines opérations chirurgicales, comme une hernie par exemple), que pourront faire les administrateurs CGT et CFDT, sinon administrer les mesures gouvernementales ?

Alors, pour gérer une politique de droite, quelques administrateurs de droite de plus ou de moins dans les conseils, quelle importance !

Des administrateurs élus : un acquis pour qui ?

Lorsque la Sécurité sociale avait été créée en 1945, regroupant les multiples caisses d'assurances existant avant guerre, le gouvernement avait fait appel aux responsables syndicaux pour gérer ces nouvelles caisses.

Dans un premier temps, les administrateurs des caisses avaient été nommés par les organisations syndicales et patronales (2/3 des sièges pour les syndicats ouvriers, 1/3 pour les représentants patronaux). Puis, avec la loi du 30 octobre 1946, le partage était modifié en faveur des syndicats, puisque ceux-ci obtenaient désormais les 3/4 des sièges ; et ces administrateurs n'étaient plus nommés mais élus tous les cinq ans.

C'est De Gaulle qui, en 1967, a supprimé cette élection, réduisant de plus la part des syndicats, les administrateurs étant nommés moitié par les organisations syndicales, moitié par le patronat.

En rétablissant cette élection par la loi du 17 décembre 1982, et en accordant à nouveau les 2/3 des sièges aux élus syndicaux, le gouvernement de gauche donnait donc satisfaction à ce que les syndicats réclamaient depuis 1967. Mieux, il augmentait même, en prime, le nombre de postes à pourvoir. Et il compte y trouver lui aussi son avantage : depuis 1967 les syndicats CGT et CFDT, privés de la présidence des caisses, préféraient laisser toute responsabilité aux représentants patronaux et à ceux de FO. Redevenant majoritaires dans les conseils, les représentants syndicaux seront bien tenus de se montrer désormais plus directement responsables, vis-à-vis des salariés, des nouvelles mesures de restriction de dépenses ou d'augmentation de cotisations à venir.

Gilbert MAQUI

Elections ou pas, c'est l'Etat qui a la haute main sur notre argent

Se montant actuellement à 900 milliards, le budget total de la Sécurité sociale dépasse celui de l'Etat lui-même. L'Etat n'allait pas laisser une telle somme entre les mains de représentants élus des salariés, même si pourtant cet argent appartient à ces derniers (cotisations directes et salaire différé).

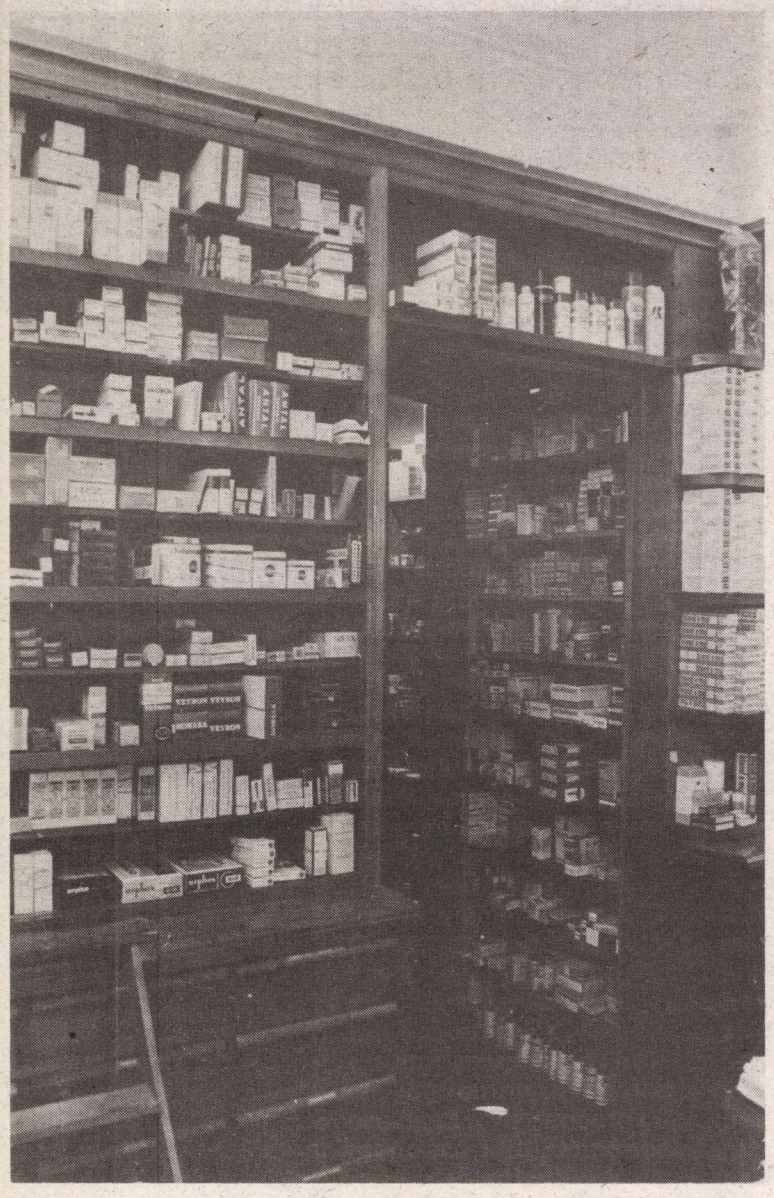
Les conseils d'administration des caisses, aussi bien régionales et nationales que locales, n'ont en réalité pas leur mot à dire sur l'usage qui est fait de tout cet argent. C'est l'Etat qui décide directement du montant des cotisations, du taux des remboursements maladie, du montant des allocations familiales... Et il ne demande évidemment l'avis ni des représentants syndicaux ni encore moins des assurés pour puiser dans la caisse, afin de financer des dépenses qui devraient être du ressort des impôts, et non de l'assurance (comme la construction et l'équipement des hôpitaux) ou pour passer pudiquement l'éponge sur les cotisations patronales impayées à la Sécurité sociale, et qui grèvent son budget.

Les conseils d'administration des caisses locales, caisses primaires d'assurance maladie et caisses d'allocations familiales, ceux que l'on est appelé à élire le 19 octobre (les administrateurs des caisses régionales et nationales, eux, seront nommés par les syndicats, au prorata des sièges obtenus aux élections des caisses locales) n'ont que des pouvoirs fort limités. Leur fonction se borne, en ce qui concerne l'assurance maladie, à gérer les actions sanitaires et sociales, des actions de prévention (comme une campagne d'information sur les accidents du travail) ou parfois à faire fonctionner quelques établissements de soins qui dépendent de leur caisse quand il en existe. Les caisses d'allocations familiales, elles, gèrent quelques sommes pour des aides aux vacances, des secours aux familles ou le fonctionnement de quelques crèches. A peine 7 % du budget de l'assurance maladie, moins de 10 % de celui des allocations familiales, 4 % du régime vieillesse dépendent d'eux. Si on ajoute à cela qu'ils sont chargés d'étudier les dossiers de réclamations des assurés sociaux lorsque ceux-ci sont en conflit avec leur caisse, on a pratiquement fait le tour des prérogatives de ces administrateurs.

Quoi qu'en disent les syndicats dans leur campagne électorale, ce n'est donc pas d'eux que dépend l'avenir de la Sécurité sociale, ni même simplement une bonne gestion de notre argent.

Mais, aux yeux des appareils syndicaux, ils ont cependant une certaine importance : en valeur absolue, les sommes qu'ils brassent sont pour eux importantes et ce sont les conseils d'administration qui nomment les directeurs de caisses et président aux destinées des quelque 170 000 employés de la Sécurité sociale. Le fait que des administrateurs syndicaux puissent influer sur la promotion individuelle des employés ne change évidemment rien ni aux conditions de travail, ni aux salaires des employés de la Sécurité sociale. Mais cela permet à la bourgeoisie d'intégrer quelques milliers de militants syndicalistes de plus à la gestion de son administration.

Jean SANDAY



Administrateurs syndicaux élus ou non, la Sécurité sociale fonctionnera toujours selon le principe des vases communicants, l'argent des salariés servant toujours à financer bien d'autres choses (et hors de tout contrôle) que les strictes dépenses de santé.

La droite en appétit bat le rappel de son électorat

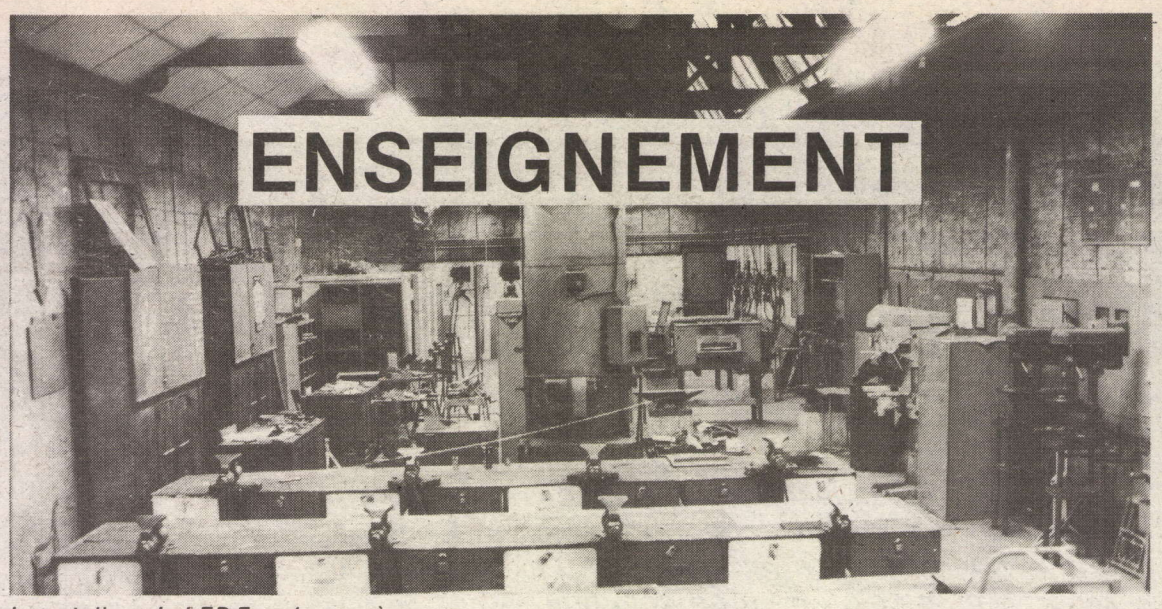
Tablant sur un bon score de la CGC, de la CFTC ou de FO, qui vient d'enregistrer le soutien de Chirac (« *Je n'ai rien demandé à Chirac, mais je ne peux tout de même pas l'empêcher de nous soutenir* », a commenté Bergeron), voilà maintenant la droite, passionnée de démocratie, qui cherche partout les électeurs que le ministère des Affaires sociales aurait oublié d'inscrire sur les listes électorales.

Ainsi *Le Figaro* du 12 octobre pleure sur le sort de ces médecins conventionnés, qui devraient avoir le droit de voter à la fois dans le collège des professions libérales et dans celui des assurés sociaux du régime général, et dont certains n'auraient reçu pour l'instant que la première des deux cartes d'électeur qui leur sont dues. Le journal suggère, bien sûr, que l'oubli serait volontaire, citant une déclaration du président de la Confédération des Syndicats Médicaux, qui affirme que, « *dans certains départements, la carte des erreurs recouvre la carte de certaines orientations politiques municipales* ».

Il est vrai qu'il n'y a pas que des oublis, et que par exemple les listes électorales de la ville de Paris comptent actuellement 1,9 million d'électeurs pour 2,1 millions d'habitants, ce qui paraît tout de même surprenant ! Un mystère qui n'étonnera certainement pas les nombreux assurés qui ont reçu deux cartes d'électeurs, ni les facteurs de certains arrondissements, à qui leur receveur avait demandé, sans succès, de bien vouloir mettre au rebut les lettres contenant les cartes d'électeur quand elles étaient en double. C'est la faute à la Ville de Paris qui aurait « *dû faire du tri, nettoyer les listes avant d'envoyer les cartes* », explique Bérégovoy.

D'ici à ce qu'on annule ensuite les élections de certaines caisses, pour avoir ensuite un petit scrutin par semaine à se mettre sous la dent !

ENSEIGNEMENT



Les ateliers du LEP Fayol en grève.

LEP Rouen : les jeunes de LEP en lutte avec le soutien des lycéens

Depuis huit jours, plusieurs manifestations ont réuni jusqu'à 3 000 jeunes des LEP et des lycées techniques et classiques dans les rues de Rouen. Le mardi 4 octobre, les élèves des LEP Fayol et Reine-Mathilde de Grand-Couronne se sont mis en grève. Ces deux établissements sont dans un état lamentable depuis plus de vingt ans. A Fayol, les murs des ateliers et des salles sont fissurés. Les toitures sont crevées. Vu l'état de la plomberie, il n'est pas question de prendre plus d'une douche par semaine. Par manque de crédits, les salles sont fermées. Les engins dont les élèves devraient apprendre à se servir ne fonctionnent pas, faute d'argent pour acheter du fuel. Une commission de sécurité pourrait aisément demander la fermeture de ces deux LEP.

L'an dernier, la préfecture a prévu un plan de financement pour la reconstruction. Mais le Conseil général et le Conseil régional, dirigés par Lecanuet et ses amis, ont décidé de réduire leur participation de 80 % à 60 %, sous prétexte que l'Etat a porté la sienne de 10 à 30 %. De son côté, la municipalité PCF de Grand-Couronne est prête à fournir un terrain, mais elle se déclare incapable de financer les 10 % restants. Elle craint une baisse de ses ressources, du fait de la menace de fermeture des usines APC et de la Chapelle-Darblay.

Après de nombreuses démarches des professeurs de Fayol et la Reine-Mathilde et une journée portes ouvertes, ce sont les élèves qui ont pris en main leur mouvement, pour obtenir la reconstruction rapide de leur LEP. A l'issue de la manifestation du 4 octobre, ils étaient plus de 400. Ils ont été matraqués par la police devant la préfecture de Rouen. Nullement découragés, ils ont décidé de manifester à nouveau le lundi 6, en faisant appel plus largement au soutien des autres LEP et des lycées techniques et classiques. Cette fois il y avait 1 600 jeunes devant la préfecture. Une délégation d'élèves a été reçue et est revenue bredouille.

Le soir même, une réunion des délégués de chaque établissement préparait une nouvelle manifestation. Vendredi après-midi, 3 000 jeunes enthousiastes se retrouvaient dans les rues de Rouen pour scander : *« Lycée délabré, éducation ratée », « 600 élèves oui, 600 chômeurs non », « Lecanuet doit payer », « Des sous pour l'éducation, pas pour les canons ».* A la suite de la manifestation, une « Coordination des LEP soutenus par les lycées techniques et classiques » était créée. Devant le succès de la manifestation des élèves, les professeurs de Fayol et de Reine-Mathilde décidaient de faire grève le lundi, jour prévu par la Coordination pour inviter tous les lycéens à venir occuper Fayol. Et effectivement plusieurs centaines de jeunes sont venus visiter le LEP taudis. Toutefois certains professeurs de la CGT protestaient contre les décisions de la Coordination prévoyant pour le mardi une nouvelle manifestation devant se rendre au rectorat. En vain, car mardi matin 2 000 jeunes, essentiellement de LEP, manifestaient malgré les averses, le cortège d'une cinquantaine de professeurs suivant derrière. Au rectorat, une délégation d'élèves et de professeurs recevait l'assurance qu'aucune sanction ne serait prise contre les élèves pour fait de grève. Reste à vérifier si ce sera le cas.

La Coordination a décidé de continuer à fonctionner, pour examiner les suites à donner à l'action pour obtenir satisfaction.

14 jours de grève au lycée Sud du Mans

Moins d'un mois après le début de la rentrée scolaire, au lycée Sud, 52 heures de cours par semaine n'étaient pas assurés en peinture et en carrosserie au LEP. Au lycée classique, il manquerait des professeurs pour des heures d'anglais ainsi que pour 9 heures de français et 6 heures d'histoire et géographie. Le jeudi 29 septembre donc, à la suite d'une assemblée générale, le LEP a décidé la grève et a manifesté au centre-ville.

*Le lendemain, le lycée a rejoint la grève du LEP et une nouvelle manifestation a eu lieu à l'inspection académique, où nous scandions : **« On veut des profs »** et **« Savary tu dors, le Sud n'est pas d'accord ».***

Le mouvement a continué le lundi et le mardi, suivi à 90 %. Mardi, une immense pétition a été signée à la craie sur le macadam de la cour de récréation.

L'inspection académique, qui avait refusé de nous recevoir dans un premier temps, l'a finalement fait et nous avons obtenu le remplacement d'un professeur de mathématique en congé maladie. Les heures de français et d'histoire-géographie ont été assurées et une annonce passait à l'ANPE pour un prof de carrosserie.

Comme quoi, pour se faire entendre, il suffit de crier fort.

Grève et manifestation pour obtenir que deux postes soient pourvus à l'IME de Thorigné

A l'Institut Médico-Educatif de Thorigné/Dué (Sarthe), deux postes budgétaires restaient encore à pourvoir depuis la rentrée scolaire. Nous avons adressé une lettre ainsi que de nombreux coups de téléphone à l'inspectrice d'académie, demandant une audience. Aucune réponse ne nous étant parvenue, il ne nous restait qu'un moyen pour nous faire entendre : la grève.

Mercredi 28 septembre, nous avons décidé d'occuper les locaux de l'inspection d'académie jusqu'à ce que l'inspectrice accepte de nous recevoir et nous promette de nommer un éducateur et un ZIL (instituteur remplaçant lors des congés de maladie et des stages de formation). Trois personnes ont finalement pu être reçues par l'inspectrice et, trois jours après, nous apprenions la nomination d'un éducateur. L'inspection a donc cédé en partie, mais il reste encore un poste à pourvoir.

Devrons-nous encore une fois faire grève pour obtenir gain de cause ? Si cela est nécessaire, nous sommes prêts à recommencer.

Correspondant LO

CHINE

Misère, corruption et répression

Selon le journal **Le Monde** *du 4 octobre, on assisterait depuis un mois, en Chine, à une vague d'arrestations et d'exécutions de « criminels » de droit commun.*

Le nombre de personnes exécutées prétendument pour vol, meurtre ou viol, et parmi lesquelles doivent se trouver aussi nombre d'opposants politiques, dépasserait plusieurs centaines. Celui des personnes arrêtées et déportées atteindrait, lui, plusieurs dizaines de milliers. **Le Monde** *citait aussi l'hebdomadaire* **Système légal chinois,** *d'après lequel 31 000 criminels s'étaient déjà « rendus » aux autorités judiciaires.*

Et on a pu voir à la télévision des scènes d'exécutions publiques qui n'ont rien à envier aux exécutions en masse, pour l'exemple, auxquelles se livrent régulièrement les dictateurs les plus féroces d'Afrique, d'Asie ou d'ailleurs.

Il s'agit d'une répression de grande ampleur contre certains éléments des bas-fonds de la société, mais aussi contre les catégories les plus déshéritées de la population, qui vivent d'expédients et parfois de brigandage. Et ces gens sont nombreux. Ils sont des millions à survivre dans des conditions illégales, sans travail régulier.

Dans les villes, par exemple, s'entasse un sous-prolétariat sans logis, sans travail et même interdit de séjour. Les tentatives pour les renvoyer dans les campagnes sont vouées à l'échec, d'autant plus qu'il n'y a ni travail, ni subsistance pour eux là-bas, et que bien souvent ils s'en sont sauvés illégalement. Parmi eux, de nombreux soldats démobilisés, faute de crédits, qui ne trouvent pas à se reconvertir.

Aux dires de Vaclav Smil, un géographe américain (cité par la Documentation Française, ***Problèmes Economiques*** **· 3 juin 1983),** ***« la situation nutritive de la population est restée précaire jusqu'à la fin des années 1970. (...) La dernière grande famine s'est produite en 1978 dans le Sichuan, province chinoise la plus peuplée. Un document émanant du Comité central du Parti Communiste Chinois reconnaissait qu'en 1979 plus de 100 millions de personnes habitant dans les zones rurales avaient souffert d'une pénurie de céréales ». « La ration moyenne par personne et par jour,*** **continue ce géographe,** ***est aujourd'hui de l'ordre de 2200 calories, au lieu des 2400 nécessaires et, étant donné que les grandes agglomérations sont relativement plus prospères, la consommation réelle en milieu rural est sensiblement moins élevée ».***

Dans les villes des manifestations violentes ont déjà opposé les déshérités de la société chinoise aux forces de répression. Le vice-maire de Pékin reconnaissait en avril 1982 que ***« l'emploi des jeunes de la ville est une question brûlante, qui touche aux intérêts vitaux des masses, à la stabilité et à l'unité de l'Etat ».***

Il est évidemment plus facile pour le régime d'emprisonner, d'exécuter, que de supprimer la misère et le désespoir. Et force est de constater que le régime en est arrivé là pour tenter de décourager la délinquance et la criminalité, dont l'ampleur doit être alarmante si l'on en juge par le nombre d'exécutions pour l'exemple. D'ailleurs, dans un rapport officiel reproduit en juillet dernier par toute la presse chinoise (retransmis en France par l'AFP), un haut responsable, secrétaire de la Commission centrale de discipline du parti, M. Han Guang, indiquait que 200 000 crimes économiques avaient été démasqués depuis le début de la campagne lancée contre eux en 1982. Mais la répression, aussi féroce soit-elle, restera impuissante si c'est la misère et la faim qui contraignent des centaines de milliers de personnes à se livrer au vol et au brigandage pour survivre.

Au sortir de la révolution de 1949, la misère n'était certes pas vaincue, mais l'espoir d'un monde meilleur avait certainement permis d'enrayer la corruption, la délinquance et la criminalité qui pourrissaient l'ancien régime. Aujourd'hui, visiblement, cet espoir n'agit plus. D'autant sans doute que l'exemple vient de haut et que bien des privilégiés du régime, dans le parti ou dans l'Etat, se livrent eux aussi, et à une bien plus grande échelle, à la fraude ou à l'escroquerie.

Dans son numéro d'août 1982, la revue allemande ***Chine Actuelle*** **(citée par** ***Problèmes Economiques*** **du 2 février 1983) donne les exemples suivants : Li Yaozhou, secrétaire du comité du parti et directeur de l'office de ravitaillement de Haïnan, fut arrêté fin juin 1981 pour s'être servi de ses pouvoirs pour vendre, avec bénéfice, des véhicules à moteur et d'autres matériels. De même, Chen Xihaï, qu'on a appelé le « roi de l'automobile de Anyang », parvint à détourner une somme totale d'environ 1,6 million de yuan (le revenu des familles ouvrières les plus aisées se monte à une cinquantaine de yuan par personne et par mois !). Il se procura 1 300 véhicules, qu'il revendit avec un bénéfice dans tout le pays. Et ses acheteurs étaient essentiellement des services publics. 95 fonctionnaires ont trempé dans cette affaire, pour la plupart membres du parti, ainsi que 125 entreprises et administrations de 15 provinces.**

Dans la région de Canton, une personne née à mort. (UPI)

Ainsi sont révélés des dizaines de cas de trafic d'influence, abus de pouvoir, fraude fiscale, escroquerie pure et simple, à l'actif des fonctionnaires, directeurs d'entreprises, responsables du parti, qui apparemment font largement usage de ces pratiques.

C'est que la Chine reste un pays pauvre, un pays sous-développé où les clivages

Hongkong et la Chine

Ancienne concession et nouvelles zones franches

Hongkong, le paradis des hommes d'affaires britanniques, des capitalistes chinois réfugiés là avec leur fortune, des banques internationales qui ont installé des succursales d'où elles dirigent leurs affaires en Asie, à l'abri des contrôles financiers et du fisc, va-t-il devenir partie intégrante de la Chine populaire ? Et surtout, comment pourrait se faire cette restitution de Hongkong à la Chine, puisque c'est en 1997 qu'expire le bail de 99 ans conclu entre l'empereur de Chine et la reine Victoria ?

C'est pour envisager l'avenir de cette colonie britannique que négociateurs britanniques et chinois se rencontrent depuis le début de l'été. La prochaine séance de négociations est prévue les 19 et 20 octobre.

L'échéance de 1997 paraît bien sûr encore lointaine. Elle l'est au regard de l'évolution de la situation mondiale et des événements qui pourraient d'ici là changer les données du problème. Mais elle apparaît suffisamment proche aux capitalistes de Hongkong pour qu'ils pensent dès maintenant à leur reconversion. Vont-ils continuer à investir ici, ou voguer vers d'autres paradis fiscaux et lieux de main-d'œuvre à bon marché de l'Asie, vers la Corée du Sud, la Thaïlande, Singapour ou le Sri Lanka ?

Dans ce petit territoire de Hongkong, où s'entassent sur 1 000 km² plus de cinq millions d'habitants, des fortunes colossales se sont construites sur l'exploitation forcenée des travailleurs misérables dans l'industrie textile et l'habillement d'abord, dans les plastiques, l'électronique et l'horlogerie plus récemment.

L'autre source d'enrichissement à Hongkong, c'est le commerce avec la Chine. Tant qu'a duré le blocus économique décidé par les Etats-Unis et ses alliés à l'encontre de la Chine au début des années 1950, Hongkong était le seul canal par lequel s'effectuaient quelques échanges entre la Chine et le marché occidental, et donc par lequel la Chine pouvait obtenir certaines fournitures indispensables. Ce qui explique d'ailleurs pourquoi le régime chinois, qui n'a officiellement jamais accepté la mainmise britannique sur cette partie du territoire chinois, l'a toujours toléré, sinon aidé.

Depuis le changement d'attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine au début des années 1970 et l'ouverture de celle-ci au marché occidental, les financiers de Hongkong ont encore réussi, grâce à leurs réseaux commerciaux et aux équipements portuaires modernes dont dispose la colonie, à s'imposer comme les principaux intermédiaires dans le commerce entre la Chine et l'Occident. (Les échanges avec Hongkong rapportent à la Chine 45 % de ses devises).

C'est pourquoi, dans les négociations qui s'ouvrent, l'Etat chinois semble bien disposé à se montrer conciliant.

D'autant que depuis 1979, poussé par son besoin de devises, le gouvernement chinois a commencé à ouvrir sur son propre territoire des « zones franches », comme le font déjà de nombreux autres pays sous-développés. C'est le cas notamment en Asie pour la Thaïlande, Singapour, la Corée du Sud. Ces « zones franches » sont la version moderne des anciennes concessions coloniales. Dans ces « zones franches », faites pour attirer des industriels étrangers, l'Etat chinois offre l'emplacement, construit l'infrastructure, accorde des dérogations fiscales et douanières. Les capitalistes étrangers peuvent venir y exploiter dans des conditions exceptionnellement avantageuses les travailleurs locaux (les salaires y sont moitié moindres qu'à Hongkong, tout en étant trois fois plus élevés que dans le reste de la Chine). La principale de ces « zones franches » chinoises est située dans la province du Guangdong, à Shenzhen, au sud de Canton, à la frontière même de Hongkong dont elle n'apparaît que comme un prolongement.

Et il y a tout lieu de penser que les capitalistes de Hongkong, qui y exploitent une main-d'œuvre chinoise à bon marché et qui spéculent pour leur commerce international sur les besoins d'une Chine sous-développée, pourront continuer à le faire lorsque Hongkong sera formellement rattachée à la Chine.

Pourtant, la Chine est sans aucun doute le pays qui a fait le plus d'efforts pour échapper à la mainmise de l'impérialisme. Le régime de Mao est allé aussi loin qu'il est possible pour un régime nationaliste, dans un monde dominé par l'impérialisme. Il est allé jusqu'à accepter la coupure complète de l'économie chinoise du marché mondial. Pendant des années, la Chine est restée isolée, livrée à ses seu-

ccusée de meurtre et condam-

sociaux sont importants et où l'immense majorité de la population parvient difficilement à se nourrir.

Et il est difficile de savoir ce qui inquiète le plus les dirigeants chinois : le développement du banditisme et de la criminalité dans la population, ou le fait que l'appareil d'Etat et celui du parti, rongés par la corruption, ne soient pas fiables. Mais l'un comme l'autre reflètent incontestablement toute une évolution du régime chinois et de ses rapports avec la population qui se sont, semble-t-il, singulièrement distendus depuis 40 ans.

Marie-Claude SOLAC

les ressources pour tenter de s'industrialiser. Mais dès qu'elle a pu sortir de son isolement, renouer quelque peu avec le marché mondial, cela a signifié du même coup accepter d'en passer par les pratiques imposées par l'impérialisme, puisque c'est lui qui domine le marché mondial.

Dans les deux cas, le prix à payer est fort lourd. Les salaires pratiqués en Chine montrent la pauvreté du pays, près de quarante ans après la révolution chinoise. Dans l'isolement, le pays n'a pas pu se développer.

Et aujourd'hui, dans ses échanges internationaux, la Chine paie encore le prix fort, car elle n'a rien d'autre à offrir que la sueur de sa population, qui paie par une exploitation forcenée les quelques biens d'équipement et produits industriels que la Chine achète fort cher sur le marché mondial.

Olivier BELIN

TCHAD

Un milliard pour la force d'intervention

« *Un milliard de francs, à ce jour* », ont été déjà dépensés dans l'intervention française au Tchad, a déclaré Mauroy le 8 octobre lors du débat sur la politique extérieure à l'Assemblée nationale. Le journal *Le Monde* du 30 septembre donnait quelques détails de ces dépenses : 3 000 tonnes de matériel ont été acheminées au Tchad. Au moment le plus fort de ces opérations, on y aurait compté en un jour 29 rotations de Transall, ce qui, selon les estimations de ce journal, devrait être évalué à une trentaine de millions de francs, un avion gros porteur se louant à un million de francs la rotation. Le carburant transporté au Tchad aurait ainsi coûté 100 F le litre. Et la simple mobilisation, pour une opération ponctuelle, des 4 Jaguar, 4 Mirage et du C 135 ravitailleur en vol, consommerait 200 000 litres de carburant, à un prix six fois supérieur à celui pratiqué en France.

En outre, il faut ajouter à ces dépenses militaires les 173 millions de francs que l'Etat français a versés à l'Etat tchadien en faillite, soit le quart de son budget, ainsi que la paie de nombre de fonctionnaires, non rémunérés depuis 1979.

Tout cela pour que, comme le raconte *Le Monde* dans son reportage du 30 septembre, la farine livrée par la France à Bilitine, par exemple, serve à fabriquer le pain... que seules les troupes françaises peuvent acheter. Les armées tchadiennes se succèdent dans l'occupation des villages et des régions, pillant la population à l'occasion, puisqu'elles ne sont plus payées par le gouvernement central...

Voilà les réalités — et sans doute n'en est-ce qu'une partie — de l'intervention française au Tchad.

Nelly MEYER

Des caisses de munitions pour les troupes françaises du Tchad : elles vont peser de plus en plus lourd dans le budget militaire... (UPI)

AMNESTY INTERNATIONAL DENONCE LA DICTATURE D'HISSENE HABRE

Sous le titre ***Détentions et tueries arbitraires dans la République du Tchad,*** *Amnesty International vient de publier un rapport qui dénonce l'assassinat, au cours des quinze derniers mois, par les troupes gouvernementales d'Hissène Habré, de* ***« plus de 160 civils, dont beaucoup dans des villes et des villages éloignés de zones de combat ».*** *Le rapport précise :* ***« Les troupes du président Habré ont torturé et tué des civils en plusieurs endroits dans le sud du pays, après que celui-ci eut pris le pouvoir en juin 1982. Assassinats, tortures et détentions arbitraires se sont poursuivis cette année ».***

Les personnes exécutées l'ont été, soit parce que l'armée d'Habré nourrissait contre eux des griefs personnels, soit qu'elles étaient des ***« opposants réels à l'égard du gouvernement du président Habré ».***

La faction rivale de Goukouni Oueddeï, de son côté, ne semble pas répugner aux mêmes méthodes. Mais pour le moment, le rapport d'Amnesty International ne fait état que d'informations « non confirmées » de civils exécutés par le GUNT en juillet dernier, lors de leur occupation d'Abéché.

Si bien que l'organisation humanitaire s'inquiète du sort des 2 500 prisonniers que les deux camps ont capturés.

Jacques FONTENOY

Un hebdomadaire du PCF cherche des excuses aux interventions de Mitterrand en Afrique

« *Gendarme de l'Afrique, la France ne l'est plus. La page est tournée des opérations incessantes, soldatesques ou barbouzardes, pour sauver tel dictateur en danger ou abattre tel aspirant à une véritable indépendance* ». C'est par ces termes que *Révolution,* hebdomadaire du PCF, qualifie dans son numéro du 7 octobre la politique de l'actuel gouvernement français en Afrique, qui tournerait « *résolument le dos à la « tradition africaine » du général De Gaulle, de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing* ».

Les quelques « *maladresses* », les quelques « *faux pas* », que le rédacteur consent tout de même à voir dans la politique du gouvernement de gauche, sont le résultat de « l'esprit du passé », mais surtout de la pression que fait peser sur l'Elysée le lobby des gouvernants africains mis en place par la droite française. Tout leur est bon, affirme *Révolution,* « *leur poids économique et politique, leur importance stratégique dans le dispositif militaire français, quand ce n'est pas le chantage à l'implantation des Etats-Unis* ».

Il fallait y penser : en Afrique, ce n'est pas le gouvernement français qui impose sa loi et intervient pour soutenir des dictateurs à sa solde, c'est le gouvernement français qui se fait manipuler !

D'ici à ce que *Révolution* proteste contre l'impérialisme africain...

Philippe NATIER

DANS LES ENTREPRISES

CITROËN-EPINETTES

TROIS JOURS DE GRÈVE

A l'usine des Epinettes, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), qui compte 450 personnes dont 120 OS et environ 130 professionnels, les travailleurs des Presses refusaient depuis quelques mois les cadences imposées par la direction. A plusieurs reprises, elle avait en vain tenté de leur faire faire le boni.

La direction sanctionna trois d'entre eux d'une mise à pied d'un jour, le 28 septembre, pour *« diminution volontaire de la production »*.

Ce jour-là, malgré l'interdiction, ils sont rentrés dans l'usine et, en solidarité avec eux, les travailleurs des deux équipes ont débrayé une demi-heure.

Le vendredi 7 octobre, les représentants de la direction sont allés voir les trois sanctionnés avec un huissier. Ceux-ci les ont envoyés balader en enfonçant leurs boules de coton dans les oreilles ! Un agent de maîtrise leur annonça après seulement : *« Vous avez six jours de mise à pied et vous ne venez pas le lundi »*.

L'équipe du soir, mise au courant, témoignait sa sympathie aux sanctionnés : *« Si nos copains ne rentrent pas dans l'usine lundi, c'est la grève. »*

Effectivement, le lundi, la soixantaine d'OS de l'équipe du soir se retrouvait à 14 heures devant la porte de l'usine. Les agents de la direction, accompagnés d'un huissier, signifiaient aux trois sanctionnés l'interdiction de rentrer.

Pour les OS, il n'était pas question d'accepter les sanctions. Aussitôt rentrés dans l'usine, c'était la grève.

La direction de Citroën, qui avait décidé de mener la guerre aux travailleurs, était tombée sur un os. Les ouvriers n'avaient pas envie de s'éreinter aux cadences alors que la direction impose des jours chômés, et n'entendaient pas laisser passer sans réagir les mauvais coups de la direction et de sa maîtrise.

A l'assemblée générale des grévistes, à la salle de repos, dont les portes étaient gardées pour empêcher les chefs de rentrer, les 63 grévistes du soir se sentaient bien déterminés à continuer le lendemain, d'autant que le sous-directeur avait injurié un des trois sanctionnés en disant qu'il était de *« la m... de chien »*.

Le lendemain mardi, l'équipe du matin se mit en grève à son tour. Au vestiaire, 43 votèrent la grève et les 15 autres qui n'étaient pas chauds n'allèrent cependant pas travailler.

Depuis ce jour la grève était donc complète dans les deux équipes d'OS.

Les professionnels, eux, n'ont pas fait la grève.

Mercredi matin, les deux équipes ont décidé de faire grève ensemble et de ne faire qu'une équipe en se retrouvant tous à l'usine de 6 heures à 19 heures.

Et effectivement, la présence renforcée des grévistes dans l'usine durcit la grève.

La direction avait fait marcher 8 presses sur 80 avec des entraîneurs, quelques professionnels et des chefs, le mardi.

Mais lorsque le mercredi, la direction récidive avec quatre presses, la situation est vite tendue. Une centaine de grévistes entoure les chefs et pousse. L'attitude des grévistes est si déterminée que les chefs battent en retraite. C'était fini, les presses qui produisaient les capots de CX étaient toutes stoppées.

Le mercredi après-midi, les grévistes, à la suite de l'intervention de l'inspecteur du travail de Saint-Ouen, décidaient à l'unanimité de reprendre le travail.

La direction ne revient pas sur les sanctions mais elle s'engage à annuler 7 ou 8 autres mises à pied et avertissements qui étaient déjà partis par la poste.

D'autre part, les jours de grève seront en partie récupérés par roulement pendant les trois jours de chômage technique.

Si la direction n'a pas cédé grand-chose, les travailleurs sont contents d'avoir marqué des points face à la morgue des responsables de Citroën et ont le sentiment d'avoir stoppé, du moins pour un temps, la volonté de reprise en main de la direction.

• Huissier de justice ou huissier de l'argent ?

Mardi, les sanctionnés étaient rentrés dans l'usine pour participer à l'assemblée des grévistes.

La direction a très vite envoyé un huissier constater la chose, en intimant l'ordre aux sanctionnés de quitter l'usine. Comme personne ne voulait de son papier, qu'il laissait sur place, il s'est fait prendre à partie assez fermement par les grévistes.

D'abord il pouvait ramasser ses affaires...

« On n'est pas là pour balayer derrière vous ». Ensuite, d'autres grévistes lui ont demandé : *« Puisque vous êtes huissier, vous pouvez faire un constat ? Constatez que la direction fait tourner quelques presses avec des chefs ! »* Et comme l'huissier refusait : *« C'est parce que vous voulez être payé tout de suite. Il vous faut combien ? 500 F, ça ira ? »* demanda ironiquement un gréviste en tâtant ses poches.

L'huissier s'est excusé platement en expliquant qu'il ne pouvait *« tenir deux parties »*. C'est ça, un huissier de justice, un huissier « impartial » ? Plutôt un « huissier de l'argent », comme l'ont dit des travailleurs à un nouvel huissier, venu le lendemain.

• L'attitude de la CGT

Les 120 OS des Presses sont restés seuls dans la lutte qu'ils ont engagée.

Le secrétaire du syndicat CGT a préféré visiblement passer son temps à l'Union locale qu'en compagnie des grévistes.

S'il n'a pas osé prendre ouvertement parti contre la lutte, toutes ses interventions étaient faites pour « calmer » les travailleurs.

Il a annoncé par exemple lundi la **« venue d'un monsieur très important »**, l'inspecteur départemental de la main-d'œuvre, comme un premier succès, ce à quoi les grévistes, pas dupes, ont répondu : **« Qu'il vienne, on l'attend. Mais si on arrête la grève, il ne viendra pas ».** Le mardi, son intervention en assemblée générale fut de la même eau, annonçant que le syndicat allait collecter des sanctions et des brimades pour en faire un dossier.

Ce qui fut accueilli par les réflexions des travailleurs : **« Vous voulez démoraliser les travailleurs ! »**

A la suite de quoi, la grève a été revotée à l'unanimité.

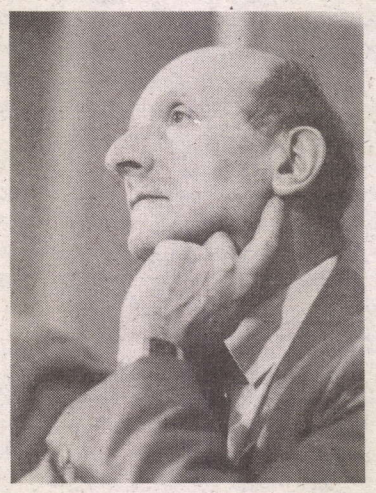
Krasucki à la Thomson-Malakoff (92)

une visite d'usine... pour défendre le gouvernement

Le secrétaire général de la CGT, accompagné de plusieurs directeurs de l'usine de Malakoff et d'un membre de la direction générale, a visité les lieux... de notre travail. Il s'agissait pour Krasucki de montrer que les travailleurs ont des nouveaux droits dans une entreprise nationalisée. Mais même pour montrer cela, il semblait plus à l'aise avec les directeurs dans les couloirs... qu'auprès des travailleurs, qu'il ne fallait sans doute pas déranger. Alors il est resté au loin, dans les couloirs, et les réflexions n'ont pas manqué : **« Il fait comme Gomez »** (le P-DG de Thomson) ; **« On a les mains trop sales pour qu'il vienne nous voir ».** Evidemment, avec une telle compagnie, ce n'est pas facile d'avoir la sympathie des travailleurs.

Ensuite, Krasucki a tenu une réunion de militants, sans les directeurs — dans une salle de restaurant. Plusieurs militants CGT ont relaté des faits tentant de montrer comment les travailleurs ont obtenu des « droits nouveaux ». Tous ces faits revenaient à se réjouir de ce que, maintenant, on peut négocier avec la direction. Et un administrateur CGT, ancien militant ouvrier de l'usine, a expliqué que c'était bien, parce que cela efface l'image d'une CGT dont les militants étaient prêts à monter sur la table. Krasucki a renchéri : cela, c'est une caricature de la CGT. Pour lui, localement on peut faire quelque chose, on peut négocier... en faisant des réunions avec les chefs de services ! Et quand on n'est pas content des impôts, on peut aussi agir localement : on peut faire une délégation auprès de députés de la majorité. Quant au résultat de ce genre de démarches, on peut toujours se lever de bonne heure.

Correspondant LO



Henri Krasucki, le secrétaire général de la CGT. **(AFP)**

Au vol !

Les patrons ont décidé que les travailleurs qui étaient en accident de travail pendant la semaine de chômage seraient payés sur la base du chômage et non pas de leur paye normale.

Prétexte : s'ils n'avaient pas été accidentés cette semaine-là, ils auraient été chômeurs. D'abord ce n'est pas sûr parce qu'il y a pas mal de gens qui ont travaillé cette semaine-là, et ensuite, ça n'est pas une raison.

Parce que la loi, c'est qu'un salarié accidenté doit toucher son salaire comme s'il avait travaillé pendant la période de son arrêt, pas comme s'il avait chômé.

Parce que sans ça, on pourrait aussi dire que l'accidenté, s'il n'avait pas été accidenté, aurait peut-être demandé un congé sans solde, et en conséquence, ne pas le payer du tout !

Extrait du bulletin
Lutte Ouvrière
de Renault-Flins

PTT :

□ Le mouvement dans les centres de tri

Mexandeau y perd son latin

Les mouvements continuent toujours dans les centres de tri postaux : les centres de Bobigny et de Pontoise, notamment, dans la région parisienne, ceux de Quimper, Bourg-en-Bresse, Caen, en province, ont été encore particulièrement touchés par les débrayages. Et, dans une grande partie des centres où le travail a repris, le mécontentement continue à se manifester par des débrayages d'une demi-journée ou d'une heure pour protester contre les nouveaux horaires imposés par l'administration.

Alors, le ministre des PTT n'y comprend paraît-il plus rien. C'est tout au moins ce qu'il a déclaré lui-même mardi 11 octobre, devant les députés du groupe socialiste : *« Je ne sais pas pourquoi il y a encore des grèves »* a-t-il dit. Et il a ajouté : *« Lorsque je rencontre les organisations syndicales, elles sont d'accord avec la réforme que j'ai entreprise ».* On ne sait pas trop pourquoi Mexandeau a tenu à embellir un peu au passage, devant ses amis de l'Assemblée, le consensus dont il bénéficierait puisque, au moins formellement, la CGT se déclare opposée au plan, mais il devrait sortir un peu. Il verrait peut-être qu'il y a d'autres postiers que les seuls responsables syndicaux qu'il rencontre dans son bureau.

Quant au patronat, il ne cesse depuis quelque temps de crier à la ruine, autant d'ailleurs pour mobiliser ses troupes contre le gouvernement que pour s'en prendre aux grévistes. Ainsi Gattaz, reçu ce même mardi par Mexandeau, lui demandait *« une réglementation du droit de grève très stricte »* ou alors : *« Si les grèves sauvages sont reconnues, il faut supprimer le monopole des PTT ».* Le lendemain mercredi, les patrons du Val-d'Oise organisaient une manifestation pour protester contre la grève au centre de tri de Pontoise.

Mais, n'en déplaise à Mexandeau et aux patrons, même si le mouvement se déroule depuis cinq semaines en ordre dispersé, les organisations syndicales s'étant bien gardées d'essayer de le rassembler, les postiers montrent qu'ils ne sont pas prêts à accepter sans mot dire les économies que l'on veut faire sur leur dos par cette réorganisation du service postal.

□ Tri Austerlitz (Paris)

Les débrayages continuent

Cinq semaines après le début des mouvements de protestation contre le plan Daucet, à Austerlitz, en nuit, les débrayages continuent. Au Transbordement, ils touchent un peu moins de monde : 35 sur 60 débrayent 2 h 30 (une demi-vacation). Dans les salles de tri, presque chaque nuit il y a des arrêts de travail aux heures de pointe de chaque service. Par exemple au Transit de 22 h à 0 h 30, au moment du plus gros tri ; à la PAE de 3 h 30 à 5 h 45, pour faire manquer le départ par avions, et à la Province aux mêmes heures pour les camions.

L'état d'esprit diffère beaucoup selon les services. Certains pensent qu'au point où ils en sont au bout de cinq semaines de débrayages, ils ne peuvent pas s'arrêter comme ça. Au Transbordement, certains sont à la recherche du coup d'éclat qui obligerait rapidement la direction à lâcher quelque chose. D'autres pensent que de toute façon le plan est passé, mais qu'il est possible d'obtenir quelques aménagements. Une partie de ceux qui débrayent en veulent aux directions syndicales de n'avoir pas réellement organisé le mouvement à l'échelle nationale.

Les débrayages continuent, mais avec le sentiment d'en être au même point qu'il y a un mois.

Correspondant L.O.

□ Tri Créteil (Val-de-Marne)

La direction lâche du lest

Au centre de tri de Créteil, le mouvement, après deux semaines de grève, continuait depuis le 3 octobre par des débrayages d'une heure ou d'une demi-vacation. Les grévistes espéraient au moins — à l'image de ce qui s'était passé à Nice ou à Marseille — obtenir des reculs de la direction locale quant à l'application du plan de réorganisation.

Lundi 10 octobre, les syndicats, reçus par le directeur départemental, nous apprenaient que celui-ci revenait sur un certain nombre de mesures.

Pour les brigades de jour, le travail du samedi après-midi ne se fera plus une fois par mois mais une fois toutes les 6 semaines, au volontariat, et donnera droit à des repos compensateurs cumulables. L'horaire de sortie l'après-midi est ramené à 20 h au lieu de 20 h 30.

La brigade qui travaille de 14 h à 21 h, nouvellement créée, commencera 1/4 d'heure plus tard et la pause, d'une demi-heure auparavant, est rallongée de 15 minutes.

Celle de 17 h à 24 h obtient elle aussi un petit quelque chose : environ deux jours de repos dans l'année, les veilles de fête.

Mais les brigades de nuit, elles, n'ont rien obtenu, parce que la direction ne revient pas sur l'essentiel de la réorganisation qui vise, pour faire des économies, à diminuer les effectifs et les avantages de ces brigades.

Cependant, alors que pendant 3 semaines la direction locale nous répétait qu'il n'y avait rien à négocier, elle vient tout de même de concéder des aménagements.

Correspondant LO

Laissez-les vivre ?

Du 10 au 15 octobre, le CNPF (le Conseil national du patronat français) organise des journées portes ouvertes. 5000 entreprises sont concernées dans 100 villes de France. Des ministres, des hommes politiques, de droite comme de gauche, ont été invités.

Dans le même temps le patronat a fait apposer 150 000 affiches sur lesquelles une Marianne inscrit : « L'entreprise fait vivre, il faut la laisser vivre ».

Côté « l'entreprise fait vivre », *il s'agirait de faire découvrir aux visiteurs* « l'importance de notions telles que le profit, l'investissement, de nouveaux procédés de fabrication, de nouvelles formes d'organisation, la recherche de nouveaux marchés, notamment à l'étranger »

Côté « il faut la laisser vivre », *les patrons sont censés exhiber leurs plaies et bosses et ces innommables charges sociales.*

Mais au fait, à qui s'adresse cette journée portes ouvertes ? Certainement pas aux travailleurs bouclés 8 heures par jour à l'usine et qui n'ont pas besoin de découvrir la « notion de profit » pour savoir de quoi il retourne. Ni aux chômeurs devant qui les portes des entreprises se ferment.

Aux concurrents ? Probablement pas.

Aux enfants des écoles ? Ce n'est pas le meilleur public pour faire la manche.

La journée portes ouvertes du patronat n'est sans doute destinée qu'au gouvernement, le seul susceptible de tirer son mouchoir en rêvant de marchés étrangers...

Les agriculteurs, les boutiquiers, les petits patrons, les cadres, eux, sont déjà descendus dans la rue. Mais faire défiler 5000 membres du CNPF devant l'Elysée, cela pourrait faire miteux. Les entrepreneurs préfèrent faire venir les officiels à eux. Le patronat ne revendique pas, il convoque !

CNPF-gouvernement : tous d'accord

Dans une interview accordée au *Monde* le vendredi 7 octobre, Yvon Chotard, le vice-président du CNPF, annonce qu'il « *redoute les débordements salariaux* » dans le secteur public et demande aux salariés de se serrer encore plus la ceinture pour l'année 1984, pour ne pas dépasser, dit-il un taux d'inflation de 8 %.

Une telle déclaration n'a, bien sûr, rien de surprenant de la part du représentant des patrons. Mais quand, dans le ment français affiche dans ses prévisions économiques une prévisions économiques une baisse du pouvoir d'achat moyenne de 0,4 %, on peut se demander qui, dans ces conditions, se fait le porte-parole de l'autre.

DANS LES ENTREPRISES

THOMSON (Bagneux)

Percée de la CFTC

Les élections de délégués du personnel qui viennent d'avoir lieu au centre de Bagneux de la Thomson-CSF ont été marquées par un phénomène de désaffection du personnel et par une importante percée de la CFTC. Au premier collège (ouvriers et employés) le quorum n'a pas été atteint (pas plus qu'en 1982), ce qui n'était jamais arrivé avant 1981. La CFTC, qui venait juste de se créer et avait fait une campagne anti-gouvernementale contre la majorité « socialo-communiste » et la « chienlit » des nationalisations, a obtenu 206 voix au deuxième collège (techniciens). Elle devient la deuxième organisation syndicale après la CFDT qui, dans ce collège, passe de 430 à 280 voix (soit une chute de 20 % des exprimés). La CFDT a essayé d'enrayer la baisse prévisible de ses voix en se démarquant nettement du gouvernement dans sa campagne. Retournement tardif dont la soudaineté a été remarquée !

La CFTC n'existait pas les années précédentes. C'est donc avec prudence qu'il faut parler d'une poussée à droite. Dans cette entreprise, dont l'activité est orientée essentiellement vers l'armement et qui emploie 2 500 ingénieurs et techniciens pour seulement 900 ouvriers et employés, la « clientèle » de la CFTC existait déjà sûrement pour une part au sein de la CFDT, contrairement à ce que peuvent penser certains sur la couleur de gauche, voire gauchiste, de ce syndicat.

Mais il est vrai que la CGT perd 41 voix (soit 5,6 % des exprimés). Et il est vrai aussi que, parmi la clientèle potentielle d'une CTFC, certains viennent de se découvrir une âme militante. Le cadre récemment embauché qui est à l'origine de cette section CFTC n'a pas eu trop de mal à trouver des candidats pour ses listes, la CGC lui donnant un coup de main pour le troisième collège (ingénieurs et cadres).

Alors, on peut bien sûr sourire des tracts de la CFTC où elle prétend être la mieux à même d'écouter la majorité silencieuse (sic !). Mais force est de constater que le mécontentement contre le gouvernement ne s'exprime qu'à droite. La section FO, qui est à Bagneux nettement marquée à gauche et peu suspecte de soutenir le gouvernement, puisqu'animée essentiellement par des militants révolutionnaires, enregistre une baisse de 2 %.

Correspondant LO

DASSAULT (Saint-Cloud)

La sécurité : pas un domaine de pointe !

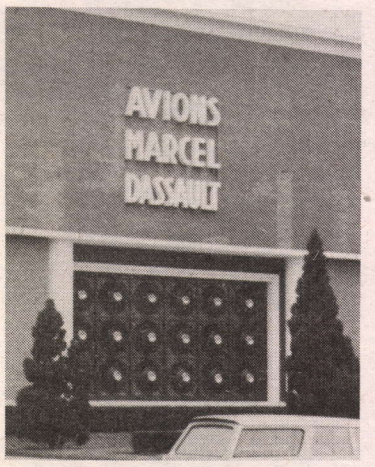
Le 11 octobre dernier, alors qu'il travaillait sur un tronçon du Mirage 2 000, un ajusteur, en voulant descendre d'un plat bord (sorte d'échafaudage par lequel on accède aux avions), a fait une chute d'environ 3 mètres.

L'escabeau sur lequel il s'engageait pour descendre n'était muni d'une rembarde de sécurité que d'un seul côté, l'autre, le plus exposé, n'étant pas protégé. Déséquilibré précisément du mauvais côté, ce travailleur est tombé sur différents outils et matériaux traînant sur le sol.

Emmené inconscient à l'infirmerie avec plusieurs plaies à la tête et sur le corps, il a été rapidement dirigé sur l'hôpital, qui a diagnostiqué une fracture du bassin et du poignet.

L'escabeau a été changé dans l'après-midi, quelque temps trop tard !

Correspondant LO



COINDEROUX (Ivry)

Dérèglement intérieur

La lecture des règlements intérieurs aux entreprises est rarement réjouissante. Mais on peut de temps en temps trouver quelques petites « perles » dans certaines notes de service. C'est le cas d'une note des établissements Coinderoux, à Ivry, qui vise à rappeler à l'ordre le personnel, surtout féminin et en grande partie originaire du Sud-Est asiatique.

Après les considérations habituelles sur le bon usage des vestiaires et de la pointeuse, deux paragraphes sont consacrés aux « cigarettes » et à « l'insubordination ».

Dans le premier, la direction s'étonne de la consommation exagérée de cigarettes, surtout par le personnel féminin, et rappelle que, dans les cinémas ou les édifices religieux, les gens sont capables de s'abstenir de fumer une heure ou deux. Voilà ce qui s'appelle un patron de droit divin, à moins qu'il ne se prenne pour Gary Cooper !

Quant à l'insubordination, c'est celle des ouvriers « réfugiés » dans cette « terre d'asile » qu'est la France et qui ont « l'arrogance » de parler leur langue devant des chefs qui ne la comprennent pas, alors que — circonstance aggravante —, quand ils veulent revendiquer, ils savent le faire en Français !

La SKF restructure à l'échelle du monde

SKF, premier producteur de roulements à billes mondial, se prépare à fermer son usine d'Ivry (cf. *LO* n° 800). Ce trust suédois a profité des 50 dernières années florissantes du capitalisme pour s'implanter un peu partout dans le monde. Mais aujourd'hui, c'est la crise. Les marchés sont en baisse. Alors les dirigeants décident de restructurer tout le trust et de licencier dans tous les pays où il est implanté.

En France, en 1979 ils fermaient l'usine de Bois-Colombes, mettant 440 ouvriers à la porte. Aujourd'hui, ils ferment Ivry, avec près de 500 licenciements.

En Italie, en 1963, il y avait 15 000 personnes, aujourd'hui, il n'en reste plus que 6 220.

En Allemagne, de 10 139 en 1981, l'effectif est descendu à 8 850 en juin de cette année. Et d'autres suppressions d'emplois sont annoncées, 1 500 à 2 000, soit 15 %.

Aux Etats-Unis, 1 000 emplois ont été supprimés en 3 ans.

Aux Pays-Bas, la SKF étudie un nouveau procédé de production qui tournerait 22 h sur 24, ce qui entraînera une baisse de personnel ; des pré-retraites sont prévues.

En Afrique du Sud, la SKF emploie 500 personnes. Il est question de 30 suppressions d'emplois. L'horaire est de 40 h par semaine, mais la loi autorise 10 h supplémentaires.

En Inde, les horaires sont de 48 h par semaine, les salaires 9 fois inférieurs à ceux des USA. Dans ce pays, la SKF investit dans des machines modernes, pour réduire là aussi au maximum les effectifs.

En Suède, la production augmente de 4 à 6 % l'an, mais l'effectif a baissé de 1 660 ouvriers en 8 ans, parce que les marchés ont baissé.

En Espagne, la SKF détient 5 % d'actions dans deux usines. Son objectif est de passer à 51 % en 1984, pour être majoritaire. Mais déjà elle annonce la couleur : l'effectif devrait baisser de 15 %.

C'est donc à l'échelle du monde que le trust SKF licencie. Les dirigeants invoquent la crise, la concurrence, la guerre des marchés, etc., pour dire que cette restructuration est inévitable, afin que la SKF soit plus compétitive que ses concurrents. Mais c'était aussi pour être compétitive, pour être concurrentielle que pendant un demi-siècle la SKF a fait travailler des milliers d'ouvriers 45 heures, 48 heures par semaine, voire plus. Et voilà où cette course aux marchés et aux profits a conduit : des milliers d'ouvriers sont contraints au chômage dans de nombreux pays, pour qu'une poignée de parasites conservent leurs profits, et même s'en assurent de nouveaux !

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Au Mans : 2 500 travailleurs manifestent contre le chômage et la baisse du pouvoir d'achat

Dans le cadre de la semaine d'action du 3 au 7 octobre organisée par la CGT en vue des élections à la Sécurité sociale, l'Union départementale de la Sarthe avait prévu un rassemblement le jeudi 6 octobre.

La manifestation fut un succès puisqu'elle regroupa près de 2 500 travailleurs, alors que, quelques mois plus tôt, une autre manifestation appelée pour protester contre le plan d'austérité n'avait, elle, rassemblé que 400 travailleurs. *« Emploi et pouvoir d'achat : les cordes sensibles »*, tel était le titre de l'article du journal *Ouest-France* pour expliquer le succès de la dernière manifestation. Et, il faut le dire, il ne se passe pas un jour en ce moment sans que l'on apprenne des licenciements, des fermetures d'entreprises. En tête du cortège d'ailleurs il y avait un camion de l'Industrielle du Logement, entreprise qui vient de fermer ses portes, et des travailleurs de la SGF de Sainte-Jamme, où il doit y avoir 445 licenciements d'ici 1984.

Les dirigeants de l'Union départementale de la Sarthe se sont bien gardés de faire de cette manifestation une manifestation contre la politique d'austérité du gouvernement. Ils n'ont lancé aucun slogan dans ce sens. Les mots d'ordre étaient : *« Investir pour produire... français »* (quasiment pas repris) et *« Augmentez nos salaires »*.

Dans son discours, le secrétaire général de l'Union départementale s'en est pris uniquement au patronat, qui s'emploie à *« casser l'outil de travail pour des raisons politiques »* et qui *« essaie d'enrayer la politique de changement, même si elle est insuffisante »*.

Cela dit, si les manifestants étaient contents de cette journée de protestation qui a vu des arrêts de travail dans plusieurs entreprises de la région (Renault, les MGF, les bus du Mans, Glanzer, Jeumont-Schneider, Celmans...), bon nombre de travailleurs disaient en fin de manifestation : *« On ne peut en rester là ! »*.

Sarthe : Le chômage au quotidien

Dans la Sarthe, la presse locale et les syndicats annoncent continuellement des fermetures d'usines, des licenciements, du chômage technique ou des difficultés pour les entreprises de la région :

— La Société générale de Fonderie (SGF), Sainte-Jamme : 195 licenciements en 1983 et 250 prévus pour 1984.

— SICAL, Saint-Calais : dépôt de bilan, 146 licenciements.

— IDL, Le Mans : fermeture totale ou 100 licenciements sur 223 salariés.

— BTP 200 : 47 licenciements sur 61 salariés.

— Quaggio, Arnage : fermeture, 45 licenciements.

— ARO, Château-du-Loir : 32 licenciements.

Et la liste est loin d'être close.

CREUSOT-LOIRE

L'usine, antichambre du cancer

Le syndicat CGT de Creusot-Loire à Chalon vient de déposer une plainte pour « homicide involontaire » contre la direction de l'usine.

Dans cette entreprise de 1 500 travailleurs, 700 sont à la production et, parmi eux, 23 ont succombé en sept ans (de 1976 à 1982) des suites d'un cancer des voies respiratoires et digestives. Le phénomène semble même s'être aggravé de façon alarmante puisque, dans les neuf derniers mois de cette année, ce sont dix personnes de plus qui sont mortes du même mal. Une enquête de l'institut Pierre-et-Marie-Curie affirme que « *les poussières de chrome et de nickel dégagées par le meulage de l'acier inoxydable ont la réputation de favoriser le développement des tumeurs cancérigènes* ».

Tour à tour l'inspection du travail et la Caisse régionale d'assurance maladie avaient mis en demeure la direction d'installer un système d'évacuation efficace des poussières. Or les seuls appareils installés continuent de rejeter les poussières dans l'atelier même !

Dans ces conditions, il n'y a pas de fatalité.

D'après une enquête de l'INSEE citée par le professeur Schwartzenberg, cancérologue, l'inégalité de la mortalité par le cancer est flagrante, selon les professions. Les ouvriers, les OS, les manœuvres, les ouvriers qualifiés sont deux fois plus nombreux que les instituteurs et les cadres supérieurs à mourir du cancer. Est-ce un hasard ?

Patricia MULLAN

ANGOULEME (Cafétéria Marest)

Deux licenciements, arbitraire et répression

La cafétéria Marest, au centre-ville, est un self-service. Le gérant vient de licencier deux employés. Une de leurs copines nous a expliqué ce qu'elle pensait :

« Vendredi dernier, une de mes collègues était à la caisse. Elle a servi un Schweppes à une collègue qui n'était pas en service et elle-même a pris une glace. Le patron est arrivé, a fait un contrôle. Puis il a convoqué les deux filles dans son bureau, leur a dicté et fait signer une lettre reconnaissant qu'elles avaient consommé sans payer. Puis il les a renvoyées chez elles. Elles viennent de recevoir leur lettre de licenciement, sous le motif de vol. Pas de préavis, pas d'indemnité : rien !

Demain midi, mercredi, on fait une réunion pour voir ce qu'on peut faire. Moi, je suis d'avis de faire grève. Même si on ne réussit pas à les faire réembaucher, si on réussissait à lui faire perdre quelques millions au patron, ça vaudrait le coup !

Dans cette cafétéria, il faut voir comment on nous traite : dernièrement, on nous a refusé de prendre un simple café ! On prend des avertissements si on oublie la coiffe, si on ne porte pas le badge ! Nous sommes toutes pratiquement embauchées à mi-temps. Et quand on nous demande de faire des heures supplémentaires, elles sont payées au tarif normal. Même si on ne le souhaite pas, on doit manger sur place, et avec une retenue de 10 francs. Si on ne mange pas, il y a aussi retenue ! Et tout ça pour 1.800 francs par mois. »

TRAILOR (Lunéville)

Le patron licencie avec l'accord du gouvernement

A l'usine Trailor de Lunéville, les quelque 160 licenciements et départs en pré-retraite à 55 ans prévus par la direction depuis plusieurs mois ont reçu le feu vert du ministère de l'Emploi. Et, dès le jeudi 30 septembre, plus de cinquante lettres de licenciements étaient déjà expédiées aux travailleurs concernés.

Pour les travailleurs de Tailor, c'est la consternation car jusqu'au dernier moment ils ont espéré que les pouvoirs publics s'opposeraient à cette mesure.

D'emblée, ils ont montré leur colère en multipliant les débrayages et les manifestations dans les rues de Lunéville, à l'appel de la CGT. La sous-préfecture a même été envahie et occupée une partie de la journée par des militants cégétistes. Les policiers de service et le sous-préfet, quelque peu bousculés, n'en menaient pas large...

Une grande manifestation dans les rues de Lunéville a clôturé cette semaine d'action, regroupant plus d'un millier de personnes, ouvriers de Trailor et travailleurs d'autres entreprises de la région, comme les femmes de la manufacture ex-Boussac, qui a fermé ses portes il y a quelques semaines, mettant à la rue 280 personnes...

Mais après cette dernière manifestation, la CGT a dit aux gars de Trailor qu'il fallait à présent reprendre le travail, expliquant qu'il est impossible de mener une action plus dure, comme l'occupation de l'usine par exemple, sinon le patron risquerait d'en profiter pour déposer le bilan et on se retrouvera tous à la rue...

Les gars, désemparés, ont accepté l'argument et le travail a repris normalement. Mais cela n'empêche pas certains d'entre eux de penser et de dire que tout n'a peut-être pas été tenté pour empêcher les licenciements.

Correspondant LO

LIVRES

Témoignage

« Mon enfance en Allemagne nazie »

de Ilse Koehn

Ilse Koehn avait six ans lorsque le régime nazi promulgua les lois racistes contre les Juifs, en septembre 1935. Et ce petit livre retrace sa vie de petite fille berlinoise, jusqu'à l'arrivée des troupes russes en 1945.

Ilse a grandi dans un milieu hostile au nouveau régime. Son père était un ouvrier social-démocrate, et de surcroît un « Mischling », un sang mêlé dans la classification raciste des nazis, qui ne dut sa survie qu'à sa qualification de spécialiste des câbles haute tension. Ilse l'entendait, lui et ses amis, chercher vainement un moyen de lutter contre le régime nazi.

Et c'est par les yeux de cette petite fille que l'on voit se développer et se resserrer l'étau du régime nazi sur la population allemande : la séparation de ses parents, pour se protéger contre les nouvelles lois racistes ; puis le quadrillage des quartiers populaires par les surveillants d'immeubles nommés par l'administration nazie, officiellement pour veiller au sort des locataires en cas d'incendie, mais en fait pour fournir des rapports réguliers sur les activités de chacun.

La guerre éclate : des écoles sont transformées en lieux de recrutement forcé pour les Jeunesses Hitlériennes. Sous prétexte de protéger la jeunesse, le régime envoie les enfants par écoles entières loin de leur famille, dans des camps où il n'est plus question d'apprendre mais simplement de devenir de bons nazis. Puis commencent les revers pour l'armée allemande, et avec eux la terreur des bombardements systématiques des grandes villes, la famine dont les habitants se protègent tant bien que mal par de multiples combines, et les exactions de plus en plus brutales des nazis qui sentent la situation leur échapper. Lorsque des troupes russes entrent dans Berlin, commencent de nouvelles semaines de terreur pour la population.

Ilse Koehn raconte tout cela avec simplicité, avec la volonté manifeste d'éviter les dramatisations inutiles. Le personnage de cette petite fille qui ne comprend pas toujours ce qui se passe autour d'elle, mais qui ne renonce pas à résister aux aspects les plus repoussants du « régime des porcs », comme disent ses grands-parents, force la sympathie. D'autres personnes aussi, qu'Ilse Koehn décrit au passage et qui modestement, à leur niveau, opposent une résistance opiniâtre à l'horrible mascarade nazie.

Mais surtout, Ilse Koehn en dit long sur ce qu'a été la vie de la population allemande sous le nazisme, et sur le prix exorbitant dont elle a payé la venue au pouvoir des nervis d'Hitler. Non pas qu'Ilse Koehn révèle beaucoup de choses inédites sur ce sujet, mais elle parvient en un court volume à faire ressentir les aspirations, les révoltes, et les souffrances de toute une population.

François ROULEAU

Mon enfance en Allemagne nazie de Ilse Koehn, Ed. L'Ecole des Loisirs, 204 pages, 28 F.

Roman

« Cherokee » *de Jean Echenoz*

Non, ce n'est pas un livre sur les Indiens ! *Cherokee,* c'est le titre d'un disque de jazz qu'aimait le héros, mais qu'on lui a dérobé.

Voici un roman policier qui se passe presque entièrement à Paris. Le héros s'engage dans une petite agence de détectives privés. Après quelques affaires d'adultère ou de perroquet volé, arrive la grande aventure : un héritage fabuleux et très convoité.

A vrai dire, ce n'est guère l'histoire policière, compliquée, avec beaucoup d'invraisemblances, qui compte.

Tout l'intérêt du livre est dans sa façon d'évoquer les rues de Paris, le métro, le Cirque d'Hiver, une arrière-cour d'Ivry, une volière d'oiseaux rares, un bouchon sur le périphérique ou le mélange dans un escalier des odeurs de haricot de mouton et d'eau de Javel !

Les détectives de *Cherokee,* loin d'être des super-justiciers, sont des minables dont les voitures, généralement des véhicules d'occasion fatigués, tombent en panne avant même que l'enquête ait vraiment démarré. Mais avec eux on voyage dans divers milieux, d'un hospice à la Bibliothèque Nationale, d'un immeuble vétuste à une luxueuse villa où a lieu une réception mondaine, et parfois même par des passages secrets qui traversent les appartements ! Car les loufoqueries, les jeux de mots aussi, la drôlerie ne manquent pas dans ce roman.

Jean HAINAUT

Cherokee *de Jean Echenoz, Ed. de Minuit, 247 pages, 59F.*

Guide

« *Paris mon amour* »

Un guide de Paris, amusant et original, vient d'être publié par l'équipe du journal Télérama *sous le titre* Paris mon amour.

Les journalistes ont mis dans leur guide tout ce qui leur a plu, les a intéressés ou intrigués : les magasins de cadeaux bon marché, les plus beaux passages de Paris, les salles de cinéma Belle Epoque, les musées pas fréquentés et les cafés où l'on sert du bon vin. (Des encarts publicitaires viennent, comme de coutume dans ce type de guide, rappeler que certains établissements cités ont probablement contribué à équilibrer le budget de la publication).

C'est un peu farfelu et, avec chacune de ces adresses, il y a un petit commentaire sympa, qui donne souvent envie d'y faire un tour. Il y a également toute une série impressionnante d'adresses « pratiques », la liste des salles de concerts classiques, où acheter un journal ou de quoi manger en pleine nuit, des idées de cadeaux sortant de l'ordinaire, une liste de librairies — par spécialités — et des adresses indispensables pour louer pêle-mêle des bateaux, une Rolls-Royce, des habits militaires, la piscine de l'Etoile pour une soirée, et autres babioles plus ou moins coûteuses.

L'histoire — le plus souvent, la petite, l'amusante — y est racontée à travers la construction des Grands Magasins ou des solides vestiges de l'architecture en fer du 19e siècle.

Bien évidemment, les adresses où on peut petit-déjeuner, déjeuner, dîner, souper, goûter ou boire tout ce que l'on souhaite sont certainement les plus nombreuses.

C'est plaisant et amusant et il y en a pour tous les goûts. Commencez par consulter l'index : et même ceux qui recherchent un abri anti-atomique, l'accent parisien, des champignons, un cimetière pour leur chat, du papier recyclé ou une université de quartier, y trouveront leur bonheur...

Bertrand GORDES

SPECTACLES

LES 3 Jeanne

jeanne, ma sœur jeanne, ne vois-tu rien venir ?

« *Jeanne, ma sœur Jeanne, ne vois-tu rien venir ?* ». Voilà les 3 Jeanne de retour pour un nouveau spectacle.

Après *Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit* de 1976, qui avait eu un gros succès, le nouveau spectacle est un peu la version 1983 du précédent. Et le spectacle, très enlevé, a quand même un petit air de déjà vu. Mais on passe une très bonne soirée.

Avec adresse, humour — souvent grinçant — les 3 Jeanne attaquent l'homme « nouveau » : « *l'homme nouveau est arrivé. Il est gouleyant, il a du corps, de la cuisse. De toute façon, y faudra bien faire avec, tant qu'on n'a pas trouvé mieux...* » Elles se moquent des rapports « nouveaux » dans le couple. « *Les falots, les phallos, les pâlots, les masos, les misos, les héros, les zorros, les zozos* » en prennent un sacré coup. Mais les femmes ne sont pas épargnées ; elles aussi, elles y passent : les « nouvelles Jeanne » avec leurs « *qu'est-ce que ça coûte, c'est si facile, ça cuit tout seul !* » sont aussi sur la sellette !

Les 3 Jeanne sont partout, elles jonglent avec les idées, le farfelu et le sérieux. Décapant !

Marielle LEMONNIER

Les « 3 Jeanne » *aux Bouffes Parisiens. Prix des places : de 20 à 120 F.*

TELE Sélection

Samedi 15 octobre

20 h 35. FR3. Agence matrimoniale. Dans la série Agatha Christie... avec des assassins bien élevés — un mystérieux papier écrit en langue swali découvert dans un coffre va permettre à un commandant qui s'ennuie en Angleterre de partir en Afrique où il doit découvrir une réserve d'ivoire. Mais que découvrira-t-il en fin de compte ?

21 h 25. TF1. Droit de réponse, une émission de Michel Polac. **Les ronds de cuir.** Parmi les invités qui viendront débattre sur le thème « grandeur et misère du fonctionnaire », Anicet Le Pors, l'un des quatre ministres communistes, secrétaire d'Etat à la Fonction publique et aux Réformes administratives.

22 h 50. TF1. Etoiles et toiles. Une très bonne émission sur le cinéma, de Frédéric Mitterrand, consacrée cette semaine au cinéma français des étrangers.

Dimanche 16 octobre

18 h 05. A2. Dimanche magazine avec une interview de l'ex-« commandant zéro », un ancien combattant sandiniste qui lutte aujourd'hui contre le pouvoir de Managua.

19 h. TF1. Sept sur sept. L'invitée de la semaine sera Angela Davis.

20 h 35. TF1. American Graffiti. Une image de la jeunesse américaine des années 1960 juste avant la guerre du Vietnam.

21 h 40. A2. Nos années 1950. Première série de trois émissions, celle consacrée aux années 1950-1953 s'intitule **« la fausse avant-guerre ».** Un montage de documents et d'interviews sur la Guerre froide, le conflit coréen, la condamnation à mort des époux Rosenberg...

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit. Le groupe de Sidney Lumet. Dans l'Amérique de Roosevelt et alors qu'au loin éclate la guerre d'Espagne, nous suivons l'itinéraire de huit jeunes filles qui sortent de leur collège un diplôme en poche. Au travers de la vie de ces femmes, une image de l'Amérique des années 1930.

Lundi 17 octobre

20 h 35. TF1. Les diables de Guadalcanal. Avec John Wayne dans le rôle d'un officier intraitable qui finit par se faire accepter et comprendre de ses hommes.

20 h 35. FR3. Cycle Yves Montand. **La menace** d'Alain Corneau. Action et suspense. Henri Savin (Yves Montand) va être pris au piège de la machination qu'il a lui-même montée.

Mardi 18 octobre

20 h 40. A2. Beau-père. Les amours d'un beau-père, Patrick Dewaere, et de Marion, 14 ans, la fille de sa femme dont il s'occupe après la mort de celle-ci.

20 h 50. FR3. La flèche brisée. Un beau western des années 1950 avec James Stewart.

23 h 10. FR3. Winchester 73. Pour les fervents de westerns et de James Stewart ; le deuxième western de la soirée.

22 h 40. A2. Lire c'est vivre. Le rouge et le noir de Stendhal. Hommage à Stendhal à l'occasion du 200e anniversaire de sa naissance.

Mercredi 19 octobre

20 h 35. TF1. Pierre Mendès France, un an d'absence. Un an après sa mort, un hommage à celui qui aurait bien aimé être un De Gaulle de gauche.

20 h 35. A2. L'homme au masque de fer. Téléfilm d'après le roman d'Alexandre Dumas.

Jeudi 20 octobre

20 h 35. TF1. Monsieur Abel de Jacques Doillon. Téléfilm. La vie monotone et solitaire de Monsieur Abel va basculer après la découverte du cadavre d'une femme près de chez lui.

22 h 05. A2. Mers El-Kébir ou la faillite. Une émission d'Alain Decaux. Le 2 juillet 1940, alors que la France pétainiste se tourne vers l'Allemagne, la flotte britannique ouvre le feu à Mers El-Kébir sur la flotte française.

22 h 10. TF1. Les Gaulois. A regarder par ceux qui veulent savoir comment vivaient nos lointains ancêtres.

Vendredi 21 octobre

20 h 35. FR3. La dernière guerre des Mayas. Reportage sur les Indiens mayas du Guatemala en lutte contre la famine et l'oppression.

21 h 35. A2. Apostrophes. Cette semaine : Amour de l'amour. Les invités sont André Castelot pour son livre **François 1er** et Julia Kristeva pour **Histoire d'Amour.**

21 h 40. TF1. Les uns et les autres. Film de Claude Lelouch. Cette quatrième partie se situe dans les années 1980.

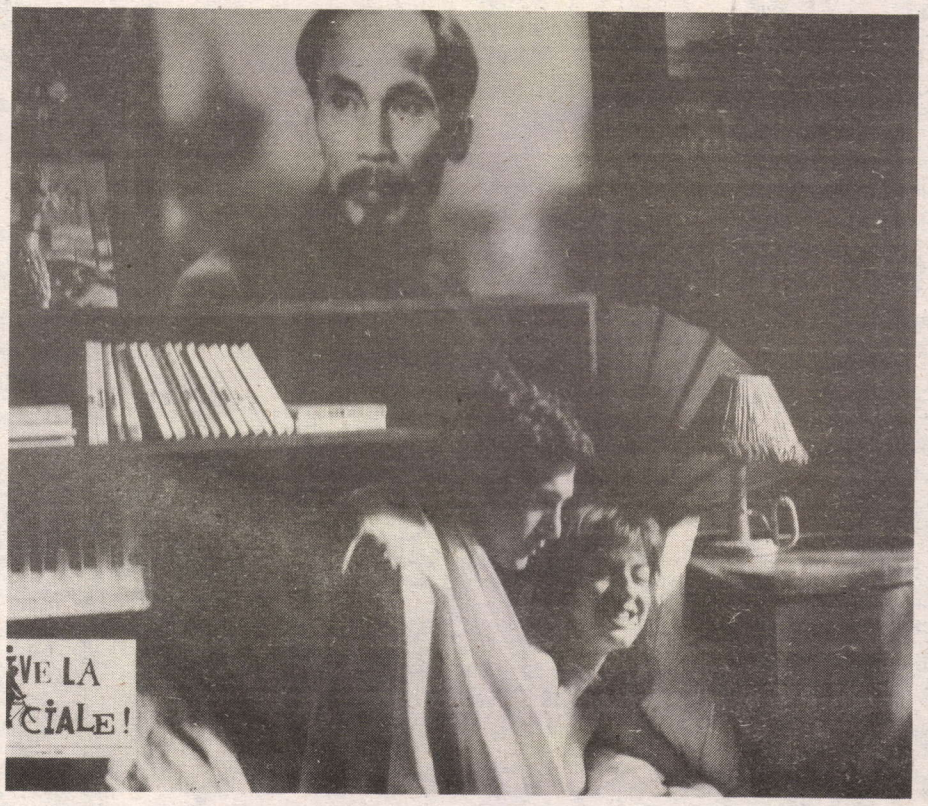
23 h 00. A2. Ciné-club. Cycle Sacha Guitry. Désiré, avec Arletty, Pauline Carton, etc. Sacha Guitry brocarde les hommes politiques partagés entre leurs aventures galantes et leurs ambitions.

FILMS

VIVE LA SOCIALE !

un film de

GERARD MORDILLAT

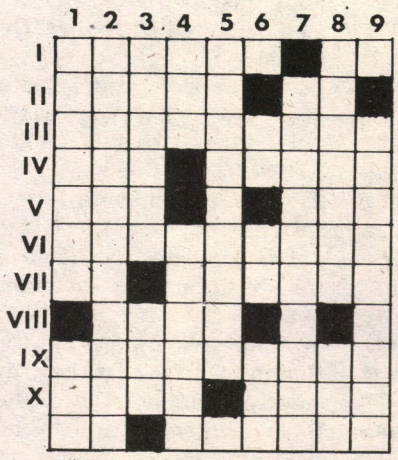


Maurice, fils d'une famille populaire du côté de Ménilmontant, est le narrateur et le personnage central du film retraçant en quelque sorte les épisodes **« déterminants »** de sa vie.

Le père est communiste, la mère anarchiste, le grand frère socialiste. C'est un regard à la fois tendre et ironique que Maurice jette sur ses parents, ses amis et ses amies, ainsi que sur sa propre personne. L'évocation du père, manifestant une confiance inébranlable dans tout ce que dit le Parti, est l'occasion de boutades aussi bien à l'adresse de cet ouvrier, interprété par Yves Robert, qu'aux mœurs du PC. Ceci est vu avec l'œil d'un soixante-huitard, mais sur un ton qui ne se prend pas au sérieux.

Maurice, que son père avait voulu enregistrer sous le nom de Mao à l'état-civil, devient avec ses deux meilleurs copains un animateur de mariage, et le film **Vive la sociale** prend le chemin des réjouissances populaires. Ce côté à la fois gai et populiste est recherché systématiquement par le réalisateur. Ce qui donne un gentil film coloré, assez différent des films comiques habituels, avec sa sensibilité de gauche, comme on dit depuis 1968 ! **Samuel LATAN**

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Plein, il s'oppose à la débauche. Abréviation militaire. II. Pas forcément bonne. Village normand. III. Originaires d'un pays du Moyen-Orient. IV. Quelque chose d'aérien. Chante en Suisse. V. Fille d'Harmonie. Un peu d'équivalent. VI. Où l'on ne risque pas la contradiction. VII. Fin de mode. Se déplacer royalement. VIII. Baigné par le Golfe. IX. Réenregistré. X. Demeure d'une certaine Diane. Genévrier du Midi. XI. Abréviation religieuse. On les mange ou on les regarde, c'est selon.

VERTICALEMENT

1. S'éparpille. Trop, quand ça atteint la casquette. 2. Une vraie poudrière (en deux mots). 3. Devant la porte. Qu'il s'éclate. 4. C'est pas moi. Sont en train de prier. 5. Protègent ou font souffrir. 6. Un vrai drame. Au-dessus de l'OS. Sigle postal. 7. Canaliserai. 8. Adjectif inféfini. Montagne de Crète. 9. Actes durs.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	D	I	C	A	M	E	N	T
II	A	M	E	N	A	G	E	R	A	I
III	M	E	M	O	R	I	S	A	I	S
IV	A	T	O	U	R	S	■	I	F	S
V	N	■	L	I	E	S	■	L	■	E
VI	■	L	I	■	H	E	U	L	E	R
VII	B	O	■	T	E	N	T	E	R	A
VIII	O	P	T	E	N	T	■	R	■	N
IX	N	I	E	N	T	■	L	A	N	D
X	I	N	S	U	■	C	A	S	E	S

FILMS

« *Poussière d'empire* »

de Lam Lê

La guerre d'Indochine des années 1950 vue par un cinéaste vietnamien : un combattant vietminh blessé remet un message à un enfant. Celui-ci doit le faire parvenir à la compagne du blessé employée par des colons français à Saïgon. Ce sont les tribulations de ce message, à travers le Vietnam, puis la France, pendant près de trente ans, qui servent de fil conducteur à ce film.

J.F. Stévenin en sergent baroudeur français et Dominique Sanda en bonne sœur bon chic-bon genre, illustrent la présence française au Vietnam. Vus à travers les yeux vietnamiens, ce sont ces Français qui sont... exotiques ! On voit ensuite le départ, plutôt précipité, des colons français lors de la défaite de Dien Bien Phu et des pourparlers de paix engagés par Mendès France. Quelques séquences enfin évoquant la vie de l'actuelle colonie vietnamienne à Paris.

A travers deux destins contrariés par trente ans de guerre, le metteur en scène évoque le sort d'un peuple qui a vécu pendant trente ans au rythme d'une guerre sans fin. Peut-être a-t-il voulu en dire plus mais c'est difficile à dire car le film est parfois obscur.

Jacques FONTENOY

« *Le joueur d'échec* »

du cinéaste indien Satyajit Ray

Ces joueurs d'échec, ce sont deux tout .petits seigneurs, habitants du royaume d'Oudh, en Inde, au milieu du 19e siècle.

Ils consacrent leurs journées au noble jeu, ce qui leur vaut des démêlés domestiques. Ils trichent, se querellent pour une pièce mal placée. Personnages de comédie, ils ne sont que la réplique sympathique et dérisoire de leurs glorieux ancêtres, ce qu'ils reconnaissent volontiers.

Les seigneurs féodaux indiens jouent. La compagnie britannique des Indes occupe les uns après les autres les différents Etats indiens gouvernés par les féodaux esthètes. Et au royaume d'Oudh, le résident anglais pose son ultimatum et exige l'abdication du souverain.

Devant cet ultimatum offensant, le roi poète, amateur de musique et de danse, songe d'abord à se révolter ; convaincu qu'il aura le dessous dans un affrontement armé, il abdique et, plein de mépris pour la force brutale de ces Anglais, il leur remet sa couronne.

Le drame de la colonisation anglaise de l'Inde est vu au travers des seuls états d'âme des princes féodaux indiens, raffinés et sans ressort. Conçu comme un conte et un portrait de famille des classes dirigeantes indiennes, ce film tour à tour drôle et sérieux, est aussi raffiné, somptueux et à côté du drame réel de la colonisation que le sont ses personnages.

Sylvie MARECHAL

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Les films récents...

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.
A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.
Rio Opéra 2e. Ciné Beaubourg Les Halles 3e. Danton 6e. Ermitage 8e. Maxeville 9e. 14 Juillet 11e. UGC Gare de Lyon 12e. UGC Gobelins 13e. Montparnasse Pathé 14e. 14 Juillet 15e. Images 18e.

LA BALLADE DE NARAYAMA.
de Shohei Imarura.
Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres. Un film intéressant et émouvant.
Gaumont Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Olympic St-Germain 6e (vo). Pagode 7e (vo). Gaumont Champs Elysées 8e (vo). St-Lazare Pasquier 8e. Nation 12e. Gaumont Sud 14e. Miramar 14e. Olympic Entrepôt 14e (vo). PLM St-Jacques 14e (vo). Sept Parnassiens 14e (vo). Gaumont Convention 15e. Clichy Pathé 18e.

HANNA K.
de Costa Gavras.
A travers l'histoire sentimentale d'une avocate israélienne, le problème de la dépossession des Palestiniens de leurs terres.
Quintette 5e (vo). Gaumont Ambassade 8e.

LIBERTY BELLE.
de Pascal Kane.
Avoir 20 ans en 1960, dans un grand lycée parisien, où les jeunes choisissent leur camp pendant la guerre d'Algérie.
L'Epée de Bois 5e. Sept Parnassiens 14e.

VIVEMENT DIMANCHE.
Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.
Hautefeuille 6e. Marignan 8e. Français 9e. Montparnasse Pathé 14e. Gaumont Convention 15e.

... et moins récents

CARMEN.
de Carlos Saura.
Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, c'est avant tout un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.
Gaumont les halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint-Germain village 5e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Elysées Lincoln 8e. Ambassade 8e. Bienvenue 15e (vo).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.
Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.
Cinoches 6e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.
Un bochiman du désert du Kalahari aux prises avec la prétendue civilisation des Blancs.
Marignan 8e (vo). Français 9e. Montparnos 14e.

DIVA.
de Jean-Jacques Beineix.
Les mésaventures d'un jeune postier passionné d'opéra.
Rivoli Beaubourg 4e. Panthéon 5e (sous-titres en anglais). Boîte à Films 14e. Grand Pavois 15e. Boîte à Films 17e (jours et horaires spéciaux).

LA TRAVIATA.
de Franco Zefirelli.
L'opéra de Verdi adapté de *La Dame aux Camélias.*
Vendôme 2e (vo).

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.
Les manœuvres d'un jeune Irlandais pour s'élever dans l'échelle sociale au XVIIIe siècle. Des images et des musiques magnifiques.
Marbeuf 8e (vo).

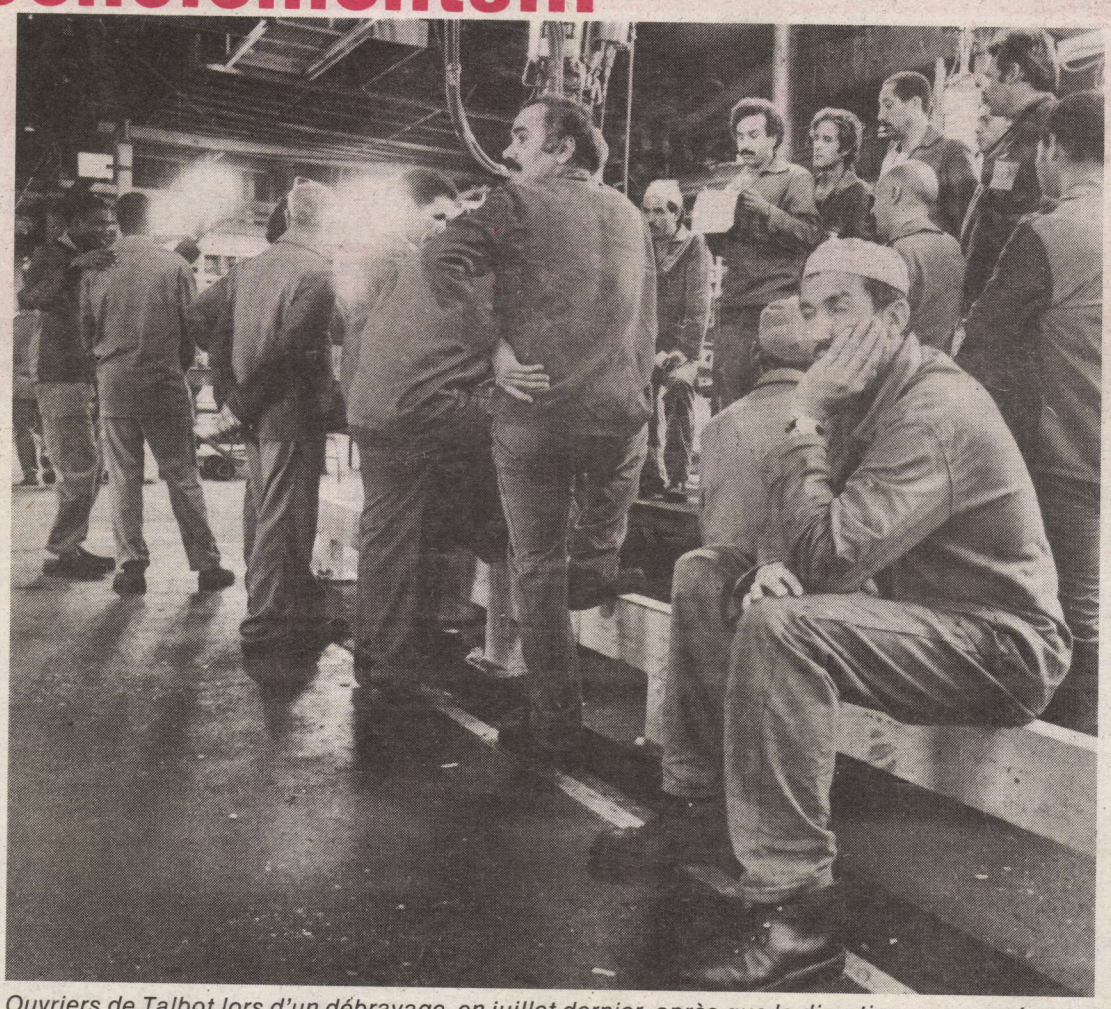
PANIQUE A NEEDLE PARK.
de J. Schatzberg.
Un plaidoyer contre la drogue.
Luxembourg 6e (vo).

LES DAMNÉS.
de Luchino Visconti.
La montée du fascisme en Allemagne à travers l'histoire d'une puissante famille d'industriels.
Opéra Night 2e.

TOOTSIE.
de Sydney Pollack.
Un comédien se fait passer pour une femme...
UGC Opéra 2e.

PEUGEOT-TALBOT

Le gouvernement autorise 4 500 suppressions d'emploi et refuse 2 800 licenciements... pour l'instant



Ouvriers de Talbot lors d'un débrayage, en juillet dernier, après que la direction a annoncé sa volonté de licencier 2 800 d'entre eux. (AFP)

« Compte tenu des sur-effectifs actuels au sein des sociétés **(du groupe Peugeot-Talbot),** ***le départ des salariés les plus âgés, dans le cadre de conventions du Fonds national pour l'emploi (...) paraît devoir être accepté ».***

Comme l'annonce le texte de ce communiqué du ministère de l'Emploi, le gouvernement a donc accepté que Peugeot-Talbot se débarrasse de 4 510 travailleurs en les mettant en pré-retraite. Pour que Peugeot économise de la sorte un milliard de francs par an (selon le journal *Le Monde* du 13 octobre), le ministre de l'Emploi et par ailleurs dirigeant du PCF, Jack Ralite, a donc donné finalement son accord à Peugeot, le gouvernement déboursant en outre un milliard de francs au titre du Fonds national pour l'emploi afin de déguiser ces licenciements en mises en pré-retraite.

Bien que Peugeot ait donc réussi à se débarrasser (rapidement et avec la bénédiction du gouvernement) de 4 510 salariés, le P-DG du groupe, J. Calvet, ne s'estime pas complètement satisfait. En effet, il n'a pas encore pu atteindre l'objectif qu'il s'était fixé le 12 juillet dernier, à savoir la suppression de plus de 7 000 emplois dans le groupe. Pourtant, bien que la Direction départementale du travail et de l'emploi des Yvelines n'ait pas donné suite, pour l'instant, à « *l'autorisation sollicitée* » de licencier (et là il ne s'agit pas de départs en pré-retraite mais bien de licenciements) 2 861 travailleurs de Talbot-Poissy, la direction de Peugeot peut caresser l'espoir d'arriver rapidement à ses fins.

En effet, la direction de l'Emploi n'a pas refusé ces licenciements. Non, comme elle l'explique dans un communiqué, elle n'a fait que refuser « *l'autorisation sollicitée* (de licencier) *en l'état actuel du dossier* ». L'expression « *en l'état actuel du dossier* » dit clairement que, pour peu que le « dossier » soit présenté différemment, le « feu vert » aux licenciements sera rapidement donné par les services du ministère de l'Emploi. D'autant que le gouvernement a tenu à faire savoir (comme le rapporte *Le Monde* du 13 octobre) qu'il n'est « *pas question d'empêcher une entreprise privée d'adapter ses effectifs à son marché* ».

Barre, du temps où il était Premier ministre, parlait de « *dégraisser les effectifs* ». Le gouvernement de gauche actuel préfère parler « *d'adapter les effectifs* », mais au-delà des mots, la politique suivie reste la même et c'est bien de licencier qu'il s'agit. Et que cela risque de se faire en deux temps chez Peugeot-Talbot et non pas d'un seul coup comme le voudrait la direction ne change pas grand-chose au fait que ce gouvernement finit toujours par se rendre aux volontés des Conseils d'administration du grand capital... quand même il ne les devance pas purement et simplement.

Et si le gouvernement a demandé à Peugeot d'attendre un peu pour licencier à Poissy, ce n'est pas, comme feint de le croire le quotidien patronal *Les Echos* du 13 octobre, parce que « *le gouvernement hésite entre se soumettre aux nécessités du développement économique industriel et maintenir une image de marque sociale (iste)* ». Non, il y a belle lurette que ce gouvernement a choisi de « *se soumettre aux nécessités* » de l'industrie et des industriels, et le patronat le sait fort bien. Tout son problème est (et ça n'a rien de contradictoire) de ne pas l'avouer franchement et de « *maintenir une image de marque sociale (iste)* » comme disent *Les Echos*.

La droite a beau faire semblant de prendre au sérieux cette image sociale, parlant du « *Non, mais* » gouvernemental aux licenciements (*Le Figaro*), ou des « *atermoiements* » ministériels (*Les Echos*), cela ne dérange pas ce gouvernement. Au contraire, même, puisque cela permet à la CGT Poissy (comme le rapporte *L'Humanité*) de sortir un tract triomphal intitulé : « *Nouvelle victoire des travailleurs avec la CGT. Pas de licenciements chez Talbot.* » Et peu importe aux dirigeants syndicaux liés au gouvernement s'il « *faut rendre définitive la décision du gouvernement* », comme le déclare le secrétaire général CGT de la métallurgie dans *L'Humanité* du 13 octobre, donc si les licenciements ne sont refusés que pour l'instant, puisque cela permet de « *donner confiance aux travailleurs* », comme dit le même Sainjon, ce qui est une autre façon d'expliquer que cela permet d'essayer de les démobiliser en les lanternant.

Et *L'Humanité* du 13 octobre a beau titrer : « *Talbot : une nouvelle victoire* » en invoquant à la Une « *la direction mécontente* », cette même direction du trust Peugeot-Talbot ne doit pas être si mécontente que cela...

Pierre LAFFITTE

Le Barril a des fuites

La liste des affaires douteuses auxquelles est mêlé le capitaine Barril, responsable du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) et adjoint au conseiller du président de la République en matière de sécurité, s'allonge de semaine en semaine.

Après avoir été, dans le passé, inculpé dans une affaire de trafic d'armes avec l'extrême-droite, puis, l'an dernier, impliqué dans la confection de fausses preuves destinées à « confondre » les pseudo-terroristes irlandais arrêtés par le GIGN à Vincennes, son nom a été cité à propos de tractations avec les terroristes corses du FLNC et la presse a reproduit sa correspondance avec Jean-Marc Rouillan, le leader du groupe terroriste « Action Directe ».

Par ailleurs, Barril est accusé d'avoir été de mèche avec les auteurs d'un hold-up commis le 10 mars dernier contre un comptoir d'achat de bijoux. A en croire les accusés, qui passent en ce moment en jugement, il ne s'agirait pas là d'une banale affaire crapuleuse : il se serait agi de compromettre l'un des participants au « coup » qui, par ailleurs, était soupçonné d'approvisionner en armes « les groupuscules anarchistes » et de le contraindre ainsi à livrer ses informations à Barril... Bien entendu, Barril se défend d'avoir trempé dans cette affaire, même s'il reconnaît que l'un des accusés fut *« un collaborateur de son service dans la lutte anti-terroriste ».*

Qu'est-ce qui est vrai, qu'est-ce qui est faux ? Nous ne le savons évidemment pas. S'il y a peut-être un fait nouveau dans cette affaire, ce ne sont pas les pratiques des services spéciaux en tout genre, mais qu'elles sont portées sur la place publique. Les gouvernements passent, les mœurs de la police — et de la gendarmerie — restent. Coups tordus, grenouillages avec des personnages douteux, plus ou moins liés à l'extrême-droite, sont toujours de règle. Pour combattre « le terrorisme » aujourd'hui, la « subversion communiste » demain, tous les moyens sont bons... comme les réseaux de relations que mettent aujourd'hui sur pied les Barril et tous ceux dont on ne parle pas.

M.R.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.